



GRATUIT

REVUE FÉMINISTE

EN RÉVOLUTION !



CULTURE

*Rompre
avec la
virilité*

focus sur

MILITANTISME

**VISIBILISER LES
LESBIENNES**

FÉMINICIDES
UNE LUTTE
CONCRÈTE

R.Aggs
PUISSANCE PUNK



R. AGGS

Le 25 juin, elle était de passage à Rennes au festival Pies Pala Pop, organisé par l'association Des Pies Chicailent, au Jardin Moderne. L'occasion de découvrir Rachel Aggs, artiste multi-instrumentiste et compositrice, spécialiste du post punk euphorique. Elle a grandi près de Londres, en Angleterre, et vit depuis 4 ans à Glasgow, en Écosse. Le violon, elle l'a appris dès l'âge de 5 ans, et a ensuite découvert le piano, sans y adhérer. Son truc, c'est la guitare. À 18 ans, elle se met de manière autodidacte à en jouer. Elle en tombe littéralement amoureuse. « *J'ai réalisé en apprenant toute seule qu'il n'y avait pas de mauvaise manière de jouer et j'ai senti que je m'appropriais l'instrument intuitivement.* », explique R.Aggs. Elle se renseigne sur le punk, découvre les Riot Grrrls et le queercore, « *des musiques faites par des personnes marginalisées qui utilisent la guitare comme une forme d'empouvoirement.* » Pour elle qui a grandi à la campagne, isolée au milieu de personnes majoritairement blanches et hétéros, c'est une échappatoire, un chemin vers une communauté au sein de laquelle elle peut exprimer qui elle est : « *C'est très important pour les filles, les femmes, les personnes trans, etc. d'avoir accès à ces musiques qui permettent l'expression de soi. Le monde est dur et nos voix sont silencieuses.* » Sans hésitation, l'artiste de 34 ans l'affirme : « *Toutes les musiques sont politiques. Il y a malheureusement peu de choses dans la vie qui ne sont pas politiques. Nous vivons dans un monde capitaliste et parfois, juste exister est politique.* » La sensibilisation, la transmission et les représentations sont des enjeux majeurs dans la déconstruction des rapports de domination. Elle en a pleinement conscience et s'en saisit au travers de l'animation d'ateliers et la création de fanzines à destination des femmes cis et trans, des personnes racisées et des non binaires. « *J'étais bénévole pour un festival londonien, Decolonise Fest, organisé par et pour les personnes de couleur dans la communauté punk. Je donnais des cours de guitare et j'ai créé un zine sur les bases de l'instrument et les personnes qui m'inspirent. Dedans, il n'y a aucun homme blanc.* », rigole-t-elle. Le but : « *Revendiquer l'instrument pour les femmes et les per-*

sonnes de couleur. Qu'elles sentent ce sentiment d'appropriation. L'histoire de la guitare a été blanchisée et on ne sait plus que les racines du punk viennent des musiques noires. Dire ces histoires est empouvoirant et aide les musicien-ne-s à se sentir légitimes. Il n'y a pas de mauvaise manière de faire ! » Inspirée par ses amies, par Beverly Glenn Copeland, un musicien trans noir, ou encore par le black feminism, Adrienne Maree Brown, autrice et militante afro-féministe, et ses écrits autour du plaisir procuré par l'activisme et le pouvoir du féminisme noir, R.Aggs participe à ce mouvement et espère à travers sa musique communiquer de la joie et susciter à son tour la force d'oser. Elle le dit : sur la scène indé et punk, rares sont les personnes racisées. « *On se connaît à peu près tou-te-s et on s'inspire des un-e-s et des autres. Je ne veux pas paraître prétentieuse mais j'inspire probablement des gens tout comme des ami-e-s m'inspirent.* », précise-t-elle. Dans son parcours, on sent l'esprit DIY (Do It Yourself). L'envie de découvrir et de comprendre. Le besoin de cheminer, de sortir des sentiers battus, d'explorer ce qui la forge et la constitue. Pour pouvoir ensuite transmettre par l'intermédiaire de son art. Après avoir joué plus de 10 ans dans trois groupes – Sacred Paws, Shopping et Trans Kit – la musicienne a eu envie de se lancer en solo, entourée de sa guitare et d'instruments électroniques. La solitude lui a enseigné de nouvelles pratiques : « *J'ai appris à être seule. C'est un processus, il faut apprendre à gérer les machines. Et c'est en apprenant que les idées me venaient. Faire des erreurs a été bénéfique. Il y a eu des accidents joyeux et les machines sont devenues des collaboratrices.* » Et puis, elle s'est découverte aussi, en partie : « *J'ai fait une résidence sur une toute petite île écossaise pour être complètement seule. J'ai pris ça comme un challenge, pour voir ce qui se passerait au niveau musical mais aussi mental, au fil de cette expérience. J'ai adoré ça ! C'est ça que j'ai voulu recréer dans mon projet solo. C'était très cathartique et guérisseur de réaliser que je pouvais accéder à cette joie et à ce calme en étant seule avec moi-même.* » Pari réussi. Sa musique nous enveloppe de bien-être et nous donne le sourire. Le pouvoir de l'art. Le pouvoir de R.Aggs.



Ô JOIE MILITANTE

Quel bonheur le féminisme ! Oui, vraiment ! Quel bonheur ! C'est rafraichissant, régénérant, revigorant et surtout très empouvoirant. Toutes ces énergies, ces réflexions, ces rencontres, ces interactions, ces espaces de paroles et de partages, ces endroits parfois de désaccords, ces remises en questions, ces introspections, ces combats, ces analyses, ces victoires, ces tournants et on en passe. Ça fourmille, ça crépite, ça vibre et surtout ça vit et ça évolue. Le féminisme n'est pas figé. Le féminisme n'est pas singulier. Mais il est concret. Il nous permet de comprendre notre monde, nos sociétés et de les changer. En profondeur. Le féminisme dans ses théories bien sûr, le féminisme dans ses pratiques surtout. Parce qu'il est constitué de milliers d'êtres aux identités singulières, plurielles, multiples et complexes, dénonçant et luttant contre les inégalités et que toutes ces personnes bâtissent, inventent et construisent le monde de demain. Dans tous les secteurs, ça bouillonne. La révolution se vit dans les corps et s'anime aux feux de tou-te-s ces militantes, toujours plus nombreux-ses. Ielles ont écrit, écrivent et écriront encore l'Histoire. Ielles ont participé, participent et participeront encore à son bouleversement. Fort-e-s et magnifiques. On a envie de le crier alors on ne se retient pas, on le fait. On hurle avec ielles, poings en l'air ou sur la table. On scande avec ielles nos colères. Avec ou sans paillettes selon l'humeur. Mais toujours avec sororité. Toujours avec adelphité.

MARINE COMBE, RÉDACTRICE EN CHEF



UNE SUPER MAMAN, MI-COTON MI-LAINE...

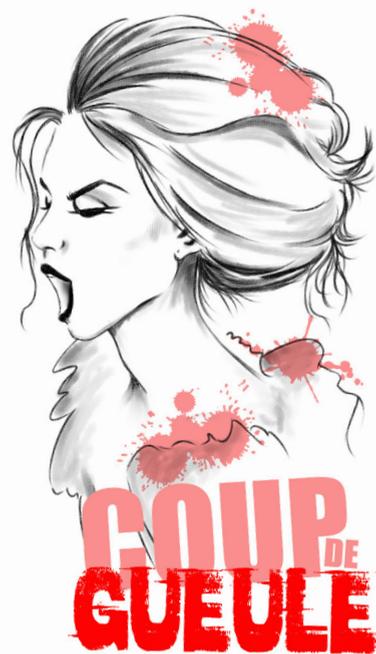
Il y a de la poésie et de l'espoir. Il y a de la noirceur. Il y a de la colère et de la peur. Il y a de la joie. Et il y a surtout beaucoup d'amour et d'émotions qui s'entrechoquent et se confrontent. C'est vertigineux (et fatigant) la vie de Super maman, racontée par Mylène Moulin sur le site *Le journal minimal*. Au départ, le titre nous effraie. L'inquiétude d'un énième rappel à l'injonction faite aux femmes d'être non seulement des mères accomplies mais aussi des femmes parfaites qui n'oublient ni de faire le repas, donner le bain, vérifier le bon déroulement des devoirs, ni de s'épiler le sillon interfessier, déjeuner avec les copines, s'investir au travail et on en passe... Dès la première lecture, en décembre 2020, on se rassure. Ici, aucune certitude, aucun jugement moralisateur. La journaliste envoie bouler les clichés, en partageant avec sincérité et humour le chaos de la vie à 5. On rit, on pleure, on frissonne. Mylène Moulin, accompagnée de la talentueuse Marion Narbonnet aux illustrations, se raconte sans faux semblants. Ses doutes, ses envies de claquer la porte, ses moments de légèreté, ses idéaux éducatifs et écolos parfois brisés en mille morceaux... elle partage ses instants d'intimité et de vulnérabilité. Son irrésistible plume nous saisit, nous chatouille les entrailles et nous agrippe les tripes et enfin nous enveloppe de tendresse. Parent ou non, on est séduit-e par cette généreuse et profonde mise à nu qui contribue à libérer la parole et décomplexer celles qui jonglent entre le désir de liberté et les incessantes injonctions, acceptant les paradoxes qui en découlent pour finalement mieux les déconstruire.

■ MARINE COMBE

BURKINI : ARRÊTEZ DE DONNER VOTRE AVIS !!!

C'est à s'en taper la tête contre les murs... Le 16 mai, la Ville de Grenoble vote à une courte majorité la modification du règlement intérieur de ses piscines, afin d'autoriser le port du burkini et la baignade seins nus (2e ville en France à le faire, après Rennes en 2018). C'est un déferlement de critiques toutes plus hypocrites les unes que les autres qui s'abat sur le débat. Gérald Darmanin, réputé pour son grand respect envers les femmes, parle de « provocation communautariste », le préfet de l'Isère saisit le tribunal administratif de Grenoble pour obtenir la suspension de la délibération, la région Auvergne Rhône-Alpes en profite pour couper les subventions à la Ville et le Conseil d'État, fin juin, rend une ordonnance dans laquelle elle ferme la porte à l'autorisation du port du burkini. Selon la haute juridiction, l'adaptation du règlement intérieur viserait à satisfaire une revendication religieuse et non à promouvoir l'égalité d'accès aux bassins. Une stratégie politique en somme de la part de Piolle pour gagner l'électorat musulman. Dans cette histoire, qui s'exprime ? Les hommes, les hommes et encore les hommes ! On exagère. Dans un article du *Figaro*, le journal nous donne à entendre le témoignage d'une femme de 70 ans, clamant que les femmes se sont battues pour libérer leurs corps, ce n'est pas donc pas pour les couvrir désormais ! Et sinon, quelqu'un-e à penser à prendre en compte les paroles et réalités des femmes musulmanes concernées ? Non ? Alors taisez-vous et laissez les concernées nager en paix. Merde !

■ MARINE COMBE



SOMMAIRE

- La tête dans le punk - p.2
- S'exprimer ! - p.6
- Précarité menstruelle - p.8
- Contre les féminicides - p.12
- 8 mars : grève féministe - p.16
- Fières et lesbiennes - p.22
- Pop engagée - p.50
- Les voix de la déconstruction - p.56
- Fanzine explosif ! - p.60
- Verdict - p.64
- YEGG & the city - p.66

LA RÉDACTION | NUMÉRO 96

YEGG | 2 RUE PIERRE HENRI TEITGEN 35000 RENNES

MARINE COMBE | RÉDACTRICE EN CHEF, DIRECTRICE DE PUBLICATION | marine.combe@yeggmag.fr
CÉLIAN RAMIS | PHOTOGRAPHE, DIRECTEUR ARTISTIQUE | celian.ramis@yeggmag.fr

PHOTO DE UNE | CÉLIAN RAMIS
EN UNE | LOUISE-MARIE & GRACE

AFFICHE YEGG | ELLY OLDMAN

Libérer LES MENSTRUATIONS !

En 2022, la précarité menstruelle reste un fléau que subissent toutes les personnes ayant leurs règles, et en particulier celles qui sont en situation de grande vulnérabilité économique. Selon une étude de l'association Dons Solidaires, 1,7 millions de femmes en France n'ont pas les moyens d'acheter les protections périodiques nécessaires. Un chiffre qui ne prend pas en compte les personnes trans et les personnes non binaires menstruées.

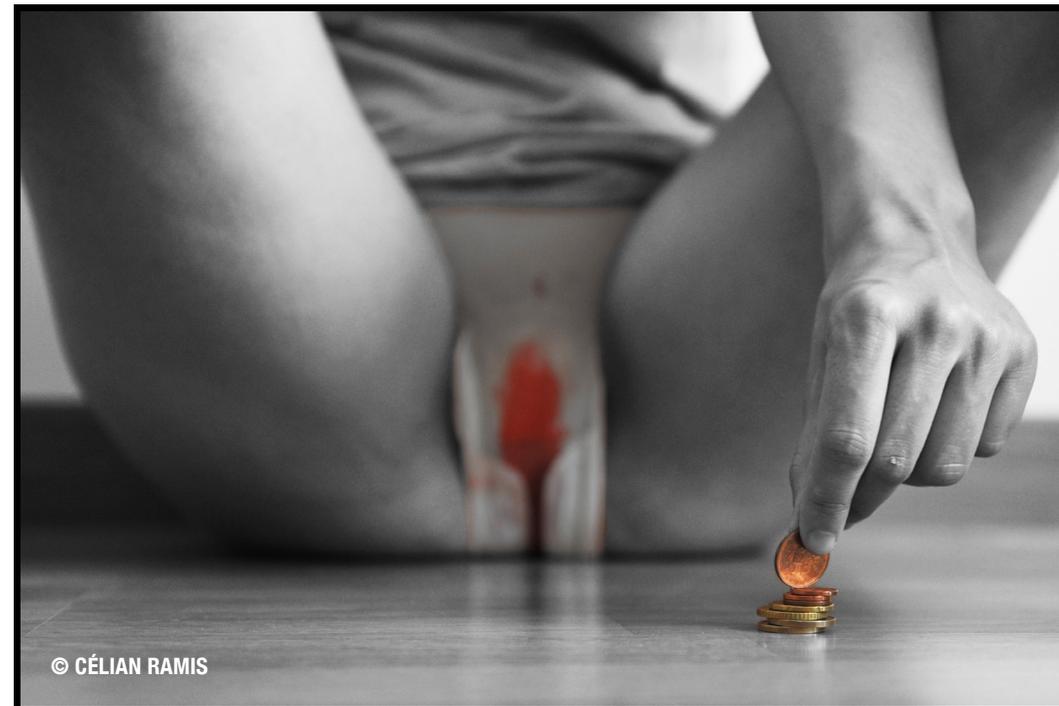
On estime à 2 400, en moyenne, le nombre de jours durant lesquels du sang s'écoulera de l'utérus à la vulve, en passant par le vagin, de plus de la moitié de la population. Et pourtant, les personnes menstruées vont apprendre à taire ce phénomène biologique et intégrer la honte assignée à leur condition. Elles rougiront au supermarché, murmureront pour demander un tampon ou une serviette et se les refileront sous le manteau... Quand elles n'auront pas à choisir entre ça et leur dignité. « 30% des étudiantes disent qu'elles doivent choisir entre un paquet de pâtes et des protections périodiques. », signale Elise Thiebaut, journaliste et autrice, entre autre, de l'essai *Ceci est mon sang*.

Le 24 mai, elle était présente à la table ronde « Femmes sans abris et règles », organisée à Askoria, à Rennes, par les associations Entourages et Bulles Solidaires. Au total, 3 femmes sur 10 sont concernées par la précarité menstruelle, indique le dépliant distribué à l'entrée réalisé et illustré par la talentueuse facilitatrice graphique, Zèdegrafik. Elise Thiebaut poursuit, précisant que les femmes sont également plus précaires puisque majoritairement investies dans les domaines du soin et des services à la personne, les fameux métiers rendus essentiels lors des confinements mais quotidiennement dévalorisés socialement et financièrement, et majoritairement dans des postes en CDD, à temps

partiel, etc. « *Le seul fait d'avoir leurs règles est une raison de mal être. Surtout quand la situation sociale est difficile. Plus on est stigmatisées, plus la douleur est forte.* », souligne-t-elle.

FORTE INVISIBILISATION

Autour de la table, Myriam Jolivet et Elina Dumont, toutes deux anciennes SDF (les femmes représentent 40% des personnes sans abris), témoignent de leurs vécus. La première, membre du Comité de la rue, autrice et comédienne de la pièce *Résis-tente*, décrit dans un poème « *l'errance d'un corps qui saigne* » et aborde la condition de femme vivant dans la rue : « *Être une femme à la rue, c'est être une proie. On se masculinise, on s'enlaidit, on se déféminise. C'est notre première préoccupation : protéger notre enveloppe corporelle. Cette hyper vigilance, c'est déjà épuisant.* » La seconde, vice-présidente nationale du Comité de la rue, chroniqueuse radio dans l'émission « *Les grandes gueules* » sur RMC et autrice de *Longtemps j'ai habité dehors*, dénonce une réalité qu'elle a connue et qui perdure encore aujourd'hui : « *Oui, en 2022, des femmes prennent des journaux, des tissus dans les poubelles, etc. pour en faire des protections périodiques. Depuis 2020, je propose de mettre des distributeurs devant les pharmacies, via un système de jetons. Parce que quand on est à la rue, on n'a pas le même rapport au temps. Dans le système social, il y a des horaires de journée pour les douches,*



les bagageries, les structures d'accueil, etc. Il faut que ce soit ouvert 24h/24 et 7 j/7. » Ensemble, elles posent la problématique du manque de formation et de sensibilisation des professionnel-le-s du social à la condition des personnes sexisées et de leurs cycles. Sarah Garcel confirme. Infirmière au sein de l'accueil de jour Le Puzzle, à Rennes, elle le dit : « *C'est un sujet socialement tabou. Dans les formations dans le domaine de la santé, on ne parle pas de précarité menstruelle. C'est tabou pour tout le monde.* » D'autant plus quand les femmes cherchent à se rendre invisibles. « *On reçoit très peu de femmes. 6% environ. Pour celles qui reviennent – et vraiment, elles sont très peu nombreuses – c'est un sujet qui n'est pas abordé. Souvent, elles s'en tiennent à la question de comment obtenir des protections.* », explique-t-elle.

Même discours du côté de Sarah Placé, cheffe de service à l'Asfad, structure d'accueil et d'hébergement pour les femmes ayant subi des violences conjugales et intrafamiliales, à Rennes. « *Je peux témoigner, dans d'autres structures, des douches non estampillées femmes*

ou hommes ou qui n'ont pas de séparation femmes – hommes. Cela représente un risque pour les femmes. Ça m'est arrivé de voir 5 minutes avant la fermeture une femme qui prenait plein de sopalin pour en faire une serviette... Il faut réussir en mixité à isoler cette personne pour lui demander si elle a besoin de protection. Ce n'est pas simple ! Encore moins quand les femmes ne parlent pas français. On montre alors des images. Oser dire, oser demander, ce n'est pas simple. Il est important que les éducateurs et éducatrices soient à l'affût du moindre signe. Car il est facile de demander une brosse à dents mais pas de demander des tampons et des serviettes... », déclare-t-elle.

Au sein de l'Asfad, une semaine a été organisée autour de la précarité menstruelle. Alors même qu'il s'agit d'un espace dédié aux femmes, il est apparu des carences en la matière : « *On pensait que c'était de l'ordre du non sujet car c'était une évidence. La question de l'hygiène est incluse à l'Asfad. Finalement, on s'est dit qu'on en parlait peu et pas précisément. Pendant cette semaine-là, on a parlé que de ça, on a affiché des protections périodiques partout, on a abor-*

dé le sujet des protections lavables, etc. On s'est aperçu que plein de femmes ne savaient pas comment marche le cycle menstruel... »

UN IMPENSÉ DE NOS VIES !

Le tabou perdure, profondément ancré dans les mentalités. Briser le silence autour des menstruations. Rompre avec les traditions archaïques d'isolement des personnes réglées. Pour Elise Thiebaut, la situation a évolué depuis qu'elle a publié *Ceci est mon sang*, en 2017. Mais la gêne et le dégoût qu'elle a perçus chez la plupart des gens, y compris de la part de certaines militantes féministes, et qui l'ont mené à explorer le sujet, se ressentent encore et toujours dans la société actuelle. « Quand on a nos règles, on s'entend dire « Ça y est, tu es une femme ! ». C'est une arnaque ! Ce qui fait que l'on vous désigne comme femme réduit votre existence à cela et est entouré de honte ! On ne vous dit alors rien à ce sujet. », signale la journaliste.

L'ignorance qui persiste face à ce tabou a de grandes conséquences sur la santé physique des personnes ayant un utérus (rapport à la douleur, diagnostic très long voire inexistant des endométrioses, des ovaires polykystiques, etc.) mais aussi sur leur santé mentale en raison du mépris que l'on porte aux menstruations (mauvaise estime de soi, dégoût, assimilation des sautes d'humeur et de l'état d'énerverment aux règles, etc.). « Cela mène à une situation où on a honte d'être ce qu'on est ! », s'insurge Elise Thiebaut qui poursuit : « 17 millions de femmes ont leurs règles en France. Dans les collèges, les lycées, les universités (hormis Rennes et

Lyon, ndlr), les restaurants, les cafés, etc. il n'y a pas de protections périodiques ! Alors qu'il y a partout des préservatifs et qu'ils sont gratuits... Dans les camps de migrant-e-s, des kits d'hygiène contiennent des rasoirs, des shampoings, etc. mais pas de protections hygiéniques ! C'est un impensé total de nos vies ! » Elle revient sur une expérience pas du tout anecdotique lors d'un séjour dans un hôtel qui propose alors des chambres spécialement pour les femmes. Curieuse, elle teste. Résultat : « Le prix était deux fois plus élevé et il n'y avait que 2 protections périodiques. Il ne s'agissait pas pour moi d'avoir des règles hémorragiques ! » Les rires provoqués par ce commentaire sont nerveux et de courte durée. Parce qu'il révèle l'étendue de la problématique induite par une société patriarcale alliée à un système capitaliste.

LES RAISONS D'UNE INACCESSIBILITÉ FLAGRANTE

Ainsi, la difficulté d'accès aux protections périodiques est pointée. « Trente milliards de dollars, soit 26 milliards d'euros : c'est ce que représente le marché annuel de la protection périodique, soit l'équivalent du PIB de Bahreïn, un archipel pétrolier du sud de l'Arabie saoudite qui va sans doute être ravi de l'apprendre. En France, selon le magazine professionnel de la consommation LSA, le chiffre d'affaires de l'hygiène féminine représentait, en 2014, 433 millions d'euros, dont 170 millions pour les serviettes hygiéniques, 103 millions pour les protège-slips et 49 millions pour les tampons, qui accusent cependant une baisse de 5% », peut-on lire dans *Ceci est mon*

sang. Et en plus de cela, il aura fallu attendre 2016 pour obtenir, grâce au combat et à la mobilisation du collectif féministe Georgette Sand, la suppression de la « taxe tampon », ramenant la TVA sur les protections périodiques à 5,5% au lieu de 20%.

Malgré leur précarité, les personnes menstruées payaient plus cher leurs serviettes et tampons que n'importe quel autre produit essentiel. D'où parfois le dilemme entre un paquet de pâtes et des protections périodiques. Des protections périodiques dont on ne connaît quasiment pas la composition. Des protections périodiques à propos desquelles l'information est faible et rare. « Il y a un déficit d'informations et de formations. Il y a un risque de choc toxique quand on change sa protection avec des mains pas propres, quand on garde le tampon trop longtemps, etc. Quand on n'a pas la notion du temps parce qu'on est dans un présent de survie et qu'on oublie de changer son tampon, c'est très problématique ! », insiste Elise Thiebaut. Ce présent de survie est relaté par Myriam Jolivet : « T'as déjà pas l'esprit en paix alors penser à aller ici et là pour ta dignité, être propre, faire gaffe à l'heure, etc... C'est trop fatigant ! » Elina Dumont acquiesce et appuie : « Pour les personnes précaires, la serviette, on la retourne. Et on peut rajouter des couches (sous-entendu avec PQ ou sopalin, ndlr). Avec les tampons, non, on ne peut pas. Sachant que certaines femmes préfèrent ne pas mettre de tampons car si un mec te viole, il n'enlève pas le tampon... À la rue ou en grande précarité, faut vraiment être courageuse quand t'es une femme ! »

CASSER LE TABOU

Parler des règles permet d'approfondir de nombreux sujets, comme le signale Sarah Placé : « Cela permet de parler de ce qui se passe sous la ceinture : les douleurs liées aux règles, la précarité, les violences sexuelles, etc. Tout ce qui est hyper dur à dire ! » Faire sauter le tabou parce qu'il « est chargé de pouvoir », selon Elise Thiebaut, et parler de nos corps, « pour revenir à ce qui est le plus important : l'humain, l'humanité, le vivant. » Partager, changer le regard sur l'autre, tendre la main. Et l'oreille. Pour Myriam Jolivet, « on habite tous la même planète, il faut se sentir concerné-e par l'autre. Rien ne justifie d'opprimer quelqu'un ! » L'information, la formation, l'accès aux protections périodiques doivent être des priorités des politiques publiques, qui se reposent trop souvent sur les engagements et volontés des associations et des militant-e-s qui ensemble collectent et distribuent gratuitement serviettes jetables et lavables, tampons, coupes et culottes menstruelles. « Grâce à Bulles Solidaires, nous avons plus de stocks mais on nous demande peu des protections... », précise Sarah Garcel pointant là le cercle vicieux du tabou maintenu et garanti par un système à la fois patriarcal et capitaliste. À l'instar de l'Ecosse qui en novembre 2020 a rendu gratuit l'accès aux protections périodiques, le gouvernement français doit se positionner concrètement contre la précarité menstruelle. Parce que non, les règles ne sont pas sales. Parce que non, les personnes qui ont leurs règles ne sont pas sales. Parce que non, notre santé physique et notre santé mentale ne sont pas négociables.

■ MARINE COMBE

UN PEU DE LECTURE :

Pour pallier au manque d'informations autour des menstruations et pour briser le tabou, voici quelques bouquins que l'on vous recommande. Esprit décomplexé assuré !



Ceci est mon sang (Petite histoire des règles de celles qui les ont et de ceux qui les font) - Elise Thiebaut - Editions La Découverte - 2017



Le grand mystère des règles (Pour en finir avec un tabou vieux comme le monde) - Jack Parker - Editions Flammarion - 2017



Sang tabou (Essai intime, social et culturel sur les règles) - Camille Emmanuelle - Editions La musardine - 2017

SOLIDARITÉ

AVEC LES FEMMES DU QUARTIER

Villejean, Rennes – Le 12 avril, c'est le choc. Marie, 45 ans, a été tuée, étranglée par son mari à son domicile sous les yeux de leurs deux filles. Le 23 avril, une Marche blanche réunissait plusieurs centaines de personnes dans le quartier. Combien de féminicides faudra-t-il encore pour que les politiques publiques prennent les mesures adéquates ? C'est la question que pose Kuné, le collectif de femmes de Villejean.

Déjà 64 femmes tuées par leur conjoint ou ex conjoint depuis le début de l'année. Et toujours la même rengaine : dans la plupart des cas, elles avaient déjà porté plainte pour des faits de violences conjugales ou intrafamiliales. « *La police nous a dit que depuis la mort de Marie et la Marche, 236 femmes avaient porté plainte. Son décès a fait peur aux femmes du quartier.* », déclare Régine Komokoli, co-fondatrice du collectif Kuné.

MAIN DANS LA MAIN

« *En esperanto, ça veut dire Faire ensemble. Nous sommes des femmes de Villejean, migrantes de Normandie et d'un*

peu plus bas aussi. », rigole-t-elle. Le collectif prend vie en 2020. Alors qu'elle anime un atelier de couture avec les femmes voilées, la crise sanitaire et le confinement secouent la planète. Elles répondent par un élan de solidarité en créant des masques. « *On sert à quelque chose, on participe à l'effort national !* », signale-t-elle, en poursuivant : « *On a fixé ça à Villejean : on se mêle de nos affaires dans nos quartiers !* »

Elles envoient une énergie colossale au service de la vie du quartier et de la création de lien social. Elles organisent des événements fédérateurs,

à l'instar des repas solidaires, qui mobilisent les acteur-ice-s de la dalle Kennedy et tissent des partenariats avec les structures et associations des environs, dans une démarche solidaire et écologique, basée sur le respect et la valorisation des savoirs et compétences : « *Selon les affinités, les envies, on organise des événements. La participation est libre.* »

Rencontrer les habitant-e-s, les prendre en considération



et revendiquer la richesse des forces créatives et ingénieuses des quartiers populaires. Faire entendre leurs voix. « *On n'est pas des assisté-e-s, on veut rendre la dignité à chacune. Il y a 52 nationalités qui se côtoient, c'est chouette, on valorise tout le monde !* », s'enthousiasme Régine Komokoli.

Son dynamisme et son aplomb sont représentatifs de la détermination et de l'engagement de Kuné qui comptabilise déjà

31 actions visant à visibiliser les bonnes initiatives de Villejean afin d'en redorer l'image souvent stigmatisée dans le cliché du territoire populaire. « *On est une vingtaine de femmes dans le collectif et on est toutes co-présidentes. L'idée, c'est de s'émanciper, sortir, réaliser son rêve. Je suis élue au Département parce que les femmes de Kuné m'ont portées. On veut améliorer la vie du quartier.* », affirme-t-elle. Son sourire s'estompe :

« *On ne pensait pas enterrer une amie.* »

FRUIT DU SYSTÈME PATRIARCAL

Le drame de la mort de Marie n'est pas un fait isolé. En France, chaque année, une femme meurt tous les trois jours, assassinée par un homme de sa famille. À Villejean, en avril, c'est le coup de massue, l'électrochoc. Ça n'arrive pas qu'aux autres. « *Elles touchent toutes les femmes et*

encore plus particulièrement les femmes issues de la diversité », clame la co-fondatrice de Kuné. Sans oublier les personnes LGBTIQ+, les femmes handicapées, etc. Dans une société patriarcale, les mécanismes de domination s'intègrent dès la petite enfance et se transmettent dans l'éducation (maison, école, loisirs), les arts et la culture, les médias, la publicité, etc.

Les violences sexistes et sexuelles s'exercent à tous les niveaux et dans tous les domaines et l'espace privé reste un des espaces les plus dangereux pour les personnes sexisées souvent soumises à l'emprise psychologique, physique et/ou économique du compagnon, frère ou père.

« Je suis restée dedans pendant 20 ans. En venant d'un autre pays, il y a souvent de la dépendance administrative, du chantage des familles au pays et une banalisation des violences. Moi, je me suis retrouvée dans la rue puis à l'hôtel et aujourd'hui encore, je suis en hébergement d'urgence. C'est une réalité que souvent les gens ne voient pas. Je suis partie en 2019 et je subis encore les conséquences. J'ai

des marques de coups de couteaux dans le dos. », confie Régine Komokoli.

UNE MAISON DES FEMMES À RENNES ?

Le sentiment de culpabilité s'empare de son quotidien. Parce que Marie avait signalé les violences infligées et qu'elle était sur le point de partir : « On a organisé la Marche et on a emmené beaucoup de monde avec nous. Il faut que les victimes puissent sortir du silence et les témoins aussi. On essaye de se rattraper... »

Mobilisé à chaque manifestation féministe – les 8 mars, 25 novembre et autres dates selon les actualités – le collectif investit l'espace public aux côtés des militantes, prend la parole et instaure, en partenariat avec Nous Toutes 35, un départ de cortège depuis Villejean, sans oublier le soutien et la collaboration à Big Up, organisé à la Maison de quartier en mars dernier. Face au micro, Régine Komokoli défend les droits des femmes, rappelle les rouages de la domination masculine et n'oublie pas d'insister sur les ponts à créer et à consolider entre toutes les femmes et les minorités auxquelles elles appartiennent.

Les mots sont puissants et les actions concrètes. Mais les moyens manquent. Pourtant, la création d'un lieu dédié à l'accueil et l'accompagnement des femmes victimes de violences à Rennes est lancée officiellement depuis mars 2022 par le CHU, l'Asfad – centre d'accueil des victimes de violences familiales – et la municipalité, et devrait ouvrir ses portes à l'été 2023 à l'Hôpital sud.

Sur le papier, ce lieu pluridisciplinaire s'inspire de la Maison des femmes de Saint-Denis, prévoyant un cadre d'accueil et d'écoute bienveillant-es, un accès aux soins et un accompagnement social, administratif et juridique, sans oublier un espace multimédia, des ateliers de reconstruction d'estime de soi, l'hébergement de la ligne téléphonique départementale de la plateforme de lutte contre les violences conjugales (02 99 54 44 88), etc. « L'équipement est également pensé comme un lieu thérapeutique, avec des espaces de vie et de repos et, par exemple, la possibilité d'y déposer des affaires, d'y laver son linge et de se faire à manger. », indique le communiqué à ce sujet.

« IL FAUT AGIR POUR QUE TOUTES LES VICTIMES DE VIOLENCES PUISSENT SORTIR DE LA CULTURE DU SILENCE. QUE TOUT LE MONDE PUISSE S'APPROPRIER LE SUJET ! »



© CÉLIAN RAMIS

UNE PERMANENCE D'ÉCOUTE ET DE SOUTIEN

Pour le collectif de femmes de Villejean, le projet ne répond pas à l'urgence et aux attentes. « À l'hôpital ?! Qu'est-ce que ça veut dire ? Les femmes victimes ne sont pas malades. Et puis, le mec qui veut retrouver sa victime, il n'a qu'à prendre le métro ! Sans oublier que c'est un accueil de jour... La victime doit rentrer chez elle le soir. Ça change complètement le projet... », regrette Régine Komokoli. Elle poursuit : « On a travaillé sur moi. En tant que personne test, je me suis confiée, j'ai tout dit. Et je n'ai même pas été associée à la suite. On m'a éloignée du projet à cause de mon histoire. Je ne peux pas me détacher de ce qui m'est arrivé, je suis un témoin vivant. Et il y en a plein d'autres... »

Le temps manque pour se laisser envahir par la colère et le désarroi. D'ici là, que fait-on ? Kuné réfléchit aux actions pos-

sibles pour répondre à la réalité. « C'est un problème de société qui devrait être traité en société, à travers les politiques de l'Etat. C'est un vrai mépris des femmes et des enfants. On est tout le temps sollicitées pour des questions de violences. On écoute les gens, on les reçoit mais ça ne suffit pas, on n'est pas formées. », réagit la co-présidente.

En juin, elles convoquent la presse sous l'arbre à palabres du square du Docteur Zamenhof. L'occasion de rappeler le constat que les femmes ouvrières, précaires, issues de la diversité, sans papiers ou sans statut sont souvent laissées sans moyens et sans écoute, d'exiger une réponse politique digne de l'ampleur du problème et surtout d'annoncer la mise en place dès septembre d'une permanence d'écoute bénévole et associative, menée de front par Kuné, les structures féministes et de quartier. « Certaines d'entre nous guérissent de leurs souffrances.

Mais ça ne résout pas le problème. Ça fait du bien de pouvoir pleurer et d'être écoutées. Mais comme je le disais, on n'est pas toutes formées. Alors, on va se lancer en mode financement participatif pour aider les femmes de Villejean à se former. », souligne Régine Komokoli. Elles demandent l'obtention d'un local fixe et confidentiel pour instaurer une relation de confiance avec toutes les bénéficiaires. En attendant, elles investissent les espaces tels que l'arbre à palabres et le hall de la Maison de quartier de Villejean.

Kuné lance un appel fort et puissant : « Il faut agir pour que toutes les victimes de violences puissent sortir de la culture du silence. Que tout le monde puisse s'approprier le sujet ! » Dire stop au système patriarcal, sa diffusion et sa transmission. Rompre l'isolement et briser les rouages de la domination masculine. Solidarité et sororité.

TOU-TE-S EN GRÈVE !

Le patriarcat ne tombera pas tout seul, organisons-nous pour lui péter la gueule ! Plus qu'un slogan de manifestation, c'est une ligne de conduite. Les militant-e-s féministes répondent à l'appel et œuvrent sans relâche à la grève féministe qui se profile à l'horizon du 8 mars prochain (et du suivant, et du suivant du suivant, et ainsi de suite). À Rennes, les membres de Nous Toutes 35 s'y préparent, conciliant militantisme et festivités comme armes de lutte contre le patriarcat et le capitalisme. En juin, le collectif investissait l'Hôtel Pasteur à l'occasion du festival Mars ou grève.

Le ton est donné.

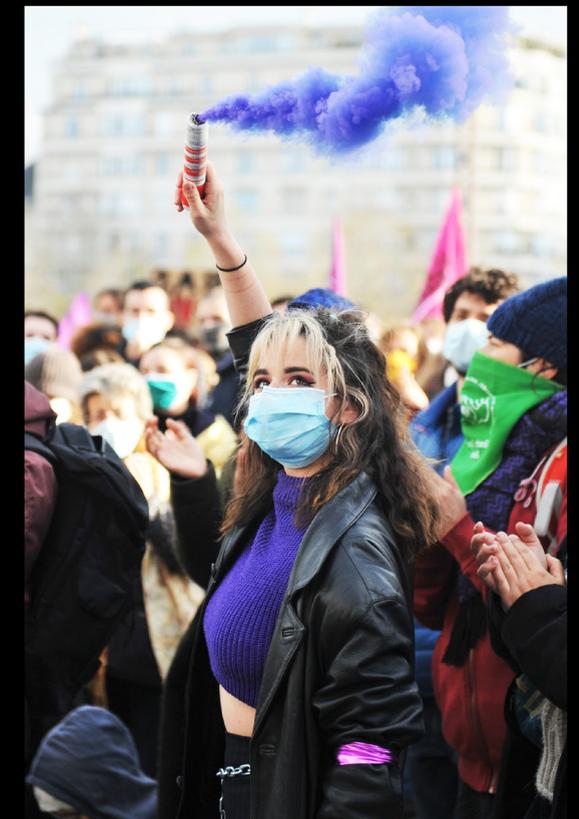
Bloquer le pays. Prendre la rue. Prendre le droit de se mettre en grève. Exprimer les revendications. Exposer les conditions de vie des personnes sexisées. Si les femmes s'arrêtent (de travailler, de gérer les tâches ménagères et l'éducation des enfants, etc.), le monde s'arrête. Sans le travail reproductif pris en charge par les femmes, en parallèle de leur travail productif, le monde s'écroule. S'organiser pour faire force et mettre KO le capitalisme. De punchlines en réflexions et liens sur la manière dont sont articulés les rapports de domination, les militant-e-s de Nous Toutes 35 échangent sur le pourquoi du comment d'une grève féministe, inscrite à l'ordre du jour de leur séance plénière qui se déroule à l'Hôtel Pasteur, quelques jours avant le festival. Constats autour du travail domestique non rémunéré, de son invisibilisation et sa participation à la dépendance économique des femmes à leurs maris, rendant inopérant le principe d'égalité entre les individus, des formes de violences qui en découlent dans l'intimité du foyer et analyse des leviers pour briser les chaînes de l'oppression exercée sur les minorités de genre par le patriarcat. L'enjeu est rappelé : « *Se rencontrer et se rendre compte que l'on fait corps autour de ça. Et ensuite, construire le mouvement de la grève générale. Le festival, c'est une étape avant la grève.* »

DES GRÈVES INSPIRANTES

Pour faire bouger les lignes et obtenir des droits, les femmes ont souvent eu recours à des grèves massives (sociales, sexuelles, domestiques,

etc.). En France, on se rappelle des grèves menées en 1905 et 1924 par les sardinières de Douarnenez. Ouvrières des conserveries de poisson, elles se sont mobilisées et unies pour protester contre la pénibilité du travail et réclamer une augmentation des salaires. En Islande, c'est la grève d'octobre 1975 qui marque les esprits, réunissant près de 90% des femmes du pays dont une large majorité manifestera dans les rues de Reykjavik. Les grévistes exigent l'obtention de l'égalité hommes-femmes et la reconnaissance de leur rôle dans l'économie du pays et la gestion des familles. En clair, elles démontrent qu'elles sont indispensables. Tout simplement. Un message fort envoyé à la société qui va devoir évoluer drastiquement.

Une inspiration pour les Espagnoles qui le 8 mars 2018 ont répondu massivement à l'appel de 8-M, fédération d'associations féministes, alliée aux syndicats : concerts de casseroles dans Madrid, arrêts des métros et des trains, défilés devant les enseignes commerciales, journaux télévisés sans présentatrices... Elles dénoncent toutes les formes de discriminations et de violences à l'encontre des personnes sexisées. Sans elles, tout s'arrête, elles l'ont encore prouvé et nos voisines suisses n'ont pas hésité en 2019 à impulsé la grève des femmes dans leur pays, réclamant la fin des inégalités salariales – différences de salaire durant les carrières mais également conséquences sur la retraite, les femmes étant les principales impactées par les réformes retraite... - et la reconnaissance



© CÉLIAN RAMIS

sociale et financière des postes et secteurs occupés par les femmes, et la fin des violences sexistes et sexuelles de manière globale. Tout est lié. De l'injonction à gérer l'espace privé et les tâches qui y sont assignées à la culture du viol, en passant par l'inégal accès et la faible représentativité au travail, à la santé, à la scène politique comme culturelle et artistique, les militant-e-s féministes attaquent de front le système patriarcal dans son ensemble afin de déconstruire les mécanismes d'oppression exercés à tous les niveaux de la société. Les 11 et 12 juin, au festival Mars ou grève, les camarades suisses sont présent-e-s pour partager leurs expériences. « *Ce qui nous a fait le plus de bien, c'est qu'elles ont montré que c'était possible ! Tout était à construire. Elles ont beaucoup tafé et l'engrenage s'est enclenché. Et c'est une des plus grosses mobilisations sociales ! C'est inspirant !* », s'enthousiasme Mélissa, membre de Nous Toutes 35. Elle est accompagnée de Val et d'Aline, toutes deux également militantes au

sein du collectif féministe. « *C'est une source d'inspiration et d'admiration. Et puis de voir toutes ces marées vertes et violettes sur les villes d'Amérique du sud, d'Amérique centrale, d'Inde, d'Europe, etc. On a envie de quelque chose de global qui renverse le système capitaliste et patriarcal. Pas juste à Rennes. C'est pour ça que c'est nécessaire de construire ça massivement.* », souligne Val.

SE RASSEMBLER POUR PESER

Rien ne se fait en un claquement de doigts. Déboulonner les stéréotypes et rôles genrés, intégrés dès le plus jeune âge et infusés dans toute la société de manière plus ou moins pernicieuse, de manière plus ou moins consciente, demande du temps et des moyens. Pour expliquer d'où proviennent les inégalités, comment elles s'expriment et comment elles perdurent. Il est primordial de fédérer et de s'organiser. « *À Rennes, en 2019, on était plusieurs à vouloir monter une structure féministe dans l'objectif*

d'organiser la manifestation du 25 novembre (journée internationale de lutte contre les violences sexistes et sexuelles faites à l'encontre des personnes sexisées, ndlr). *L'idée n'était pas de remplacer les associations féministes existantes mais de coordonner les énergies. À cette époque, les collages commençaient aussi. Entre le 25 novembre et le 8 mars (journée internationale pour les droits des femmes, ndlr), on a bien posé les bases du collectif.* », explique Aline.

L'année 2020 est bousculée par la crise sanitaire et les confinements qui révèlent la précarité des métiers essentiels et surtout de celles qui les font tourner. « À ce moment-là, *Nous Toutes 35* était en contact avec différents collectifs nationaux indépendants. Une poignée s'est organisée et c'est comme ça qu'est née la *Coordination féministe*. », poursuit Val. Autour de la question « *Comment traiter la crise sanitaire d'un point de vue féministe et s'organiser politiquement en temps de confinement ?* » s'affinent l'idée et la volonté de transformer profondément et radicalement la société. Après une première mobilisation axée sur un déconfinement féministe, interpellant l'opinion publique quant aux conditions des premières de cordée et de corvées et demandant une revalorisation de leurs statuts et de leurs salaires, éclosent les premières Rencontres nationales féministes, organisées par la *Coordination féministe* et *Nous Toutes 35* (qui fait parti du regroupement national), à Rennes.

GELER LE PAYS

Nous sommes en janvier 2022 et là encore le propos est à la grève générale. Quelques mois plus tard, la manifestation du 8 mars prend lieu et place le jour même et non comme à son habitude le week-end précédant ou suivant la journée internationale. Un premier pas qui ancre dans les mentalités la faisabilité d'une grève à venir... Une invitation à arrêter de travailler, à l'instar du mouvement #3Novembre9h22 (en 2021), #4Novembre16h16 (en 2020) ou #5Novembre16h47 (en 2019) qui marque le moment de l'année où les femmes commencent à travailler bénévolement, en raison de l'écart des salaires. La grève féministe va plus loin puisqu'elle tend à

geler le pays, bien au-delà de la symbolique. En arrêtant de travailler le 8 mars et en refusant de réaliser les tâches domestiques assignées, elles dépassent la revendication d'égalité salariale. Pour les militantes de *Nous Toutes 35*, « *c'est là que s'articule le mouvement en terme de revendications féministes, en soulignant les différentes dimensions du travail productif (salariné) et du travail reproductif (domestique).* »

La prise de conscience pourrait s'avérer spectaculaire. Réaliser le poids des femmes et minorités de genre dans la société et leur impact, c'est prendre conscience du pouvoir qu'elles ont, c'est faire comprendre que sans elles, rien n'est possible. C'est imposer leurs revendications et conditions dans l'espace et le débat public pour une refonte complète du système, pour un fonctionnement égalitaire. Qui doit également prendre en compte les nombreuses discriminations qui s'articulent au croisement du sexisme et des rapports de domination en raison des origines réelles ou supposées, du handicap, de la classe sociale, de l'orientation affective et sexuelle, de l'identité de genre, etc. Sans oublier la dimension des territoires (milieu rural, milieu urbain, centre ville, quartiers populaires, etc.).

MOBILISER TOU-TE-S LES PERSONNES CONCERNÉES

La grève féministe, c'est un état d'esprit dans lequel les personnes concerné-e-s se mettent : « *On ne peut pas vérifier dans les foyers que tout le monde est en grève. Il ne faut pas être trop puriste. J'aimerais personnellement qu'on arrête tout mais la construction va se faire pas à pas.* » Les femmes peuvent débrayer toute la journée, une heure, une minute, porter un badge, rejoindre le mouvement après la journée de boulot. Elles font ce qu'elles peuvent. Car il est nécessaire de penser aux conditions *sine qua non* au déroulement de la grève. « *Si on veut que tout s'arrête, il faut penser les effets en cascade.* », souligne Val. Elle explique : « *Si les enseignantes se mettent en grève, les enfants sont renvoyés à la maison. Et là, qui va les prendre en charge en général ? Si on s'arrête, des personnes vont rester seules, notamment les enfants, les personnes fragilisées, les personnes handicapées (les métiers de l'éducation, des*

services à la personne, de la santé, etc. étant majoritairement occupés par les femmes, ndlr). *Il ne faut pas que ça retombe sur les femmes elles-mêmes.* » Et que l'on ne reproduise pas les schémas dénoncés, à savoir que ce ne soit pas uniquement les femmes blanches, aisées, cisgenres, valides, hétérosexuelles qui soient en mesure d'affirmer la grève, biaisant une partie des revendications en s'octroyant la parole des concernées absentes. « *La question des enfants est centrale. Comment organiser la garde des enfants et transformer ça en sujet collectif ?* », interroge Mélissa, qui poursuit plus globalement : « *On a besoin de savoir précisément comment ça se passe dans les différents métiers, pour apporter des réponses alternatives à la grève si elles ne peuvent pas y participer entièrement ou pour pouvoir s'organiser afin qu'elles y participent. Et pour ça, on a besoin des syndicats.* »

COLLABORER AVEC LES SYNDICATS

S'atteler à la tâche colossale de l'organisation d'une grève générale, on l'aura compris, ne peut s'effectuer seul-e et séparément. Unir les forces mais aussi les compétences et savoirs. Et

en cela, chaque collectif, association et syndicat est expert-e du secteur qu'il défend, du secteur dans et sur lequel il opère. « *Là, je parle en mon nom et non en celui de *Nous Toutes 35*. Pour moi, il est important de travailler avec les syndicats. Si on veut mobiliser sur les lieux de travail, on va avoir du mal à le faire sans eux. Je sais que certain-e-s ont peur qu'on ne soit que la caution paillettes (comprendre ici que la collaboration serve de faire valoir à l'action des syndicats qui en collant l'étiquette féministe pourrait être tenté de se débarrasser du travail de remise en cause du système patriarcal au sein même de leurs pratiques et de leurs organisations, ndlr). Mais je pense qu'il faut travailler ensemble à des revendications communes. Les syndicats ont un pied là où nous on n'est pas organisé-e-s, sur des sujets sur lesquels on n'a pas de prise.* », commente Aline. Depuis plusieurs années, le collectif rennais s'active à penser la relation partenariale avec notamment la commission féministe de Solidaires et « *un peu* » FO, la CGT et la CNT, dans le cadre des manifestations des 8 mars et 25 novembre. Les premières marches sont donc déjà gravies. Si les militantes s'accordent à établir que les énergies et les modes



© CÉLIAN RAMIS

opératoires ne sont pas nécessairement similaires entre engagement militant et engagement syndical, force est de constater que sur le terrain d'une grève générale féministe, il y a tout intérêt à faire alliance. « *C'est important de s'emparer de la question de l'exploitation dans les métiers du soin, d'entretien, d'aides à domicile, d'aides soignantes, etc. Car il s'agit là de travail reproductif mais salarié. Sous payé... Notre rôle est de réappuyer sur ces points et de bien indiquer nos raisonnements et revendications aux syndicats.* », analyse Val. Aline poursuit la réflexion : « *Les secteurs fortement féminisés sont souvent sous syndicalisés. Il nous faut construire les rencontres vers ces personnes employées. En prenant en compte que dans les secteurs tels que les aides à domicile, il n'y a pas forcément de lieux de travail fixes. Si on a envie de diffuser largement cette idée de grève, les syndicats sont indispensables car, eux, ont un accès plus simple aux salarié-e-s que pour nous. S'ils ne suivent pas, on le fera quand même mais ça marchera moins bien.* »

RÉPANDRE L'INFORMATION

Les militantes montrent bien à quel point la situation est complexe et transversale à tous les niveaux de la société. L'ampleur de la tâche ne les démonte pas. Elles savent que le travail va être long. Elles savent que le travail va être compliqué. Leur détermination et leur volonté s'affichent à la hauteur de la mission. Echanges, partages des vécus et des expériences et réflexions sont au cœur de leurs opérations. Au sein du collectif, de la Coordination féministe et des Rencontres nationales (dont la deuxième édition est organisée du 13 au 17 juillet 2022 à Grenoble), la parole se veut libre et l'écoute bienveillante. Il est question de visibilité et de lutte contre l'invisibilisation du travail reproductif non rémunéré, de l'exploitation des personnes sexisées dans les secteurs du care, de l'inégale répartition du travail productif mais aussi de violences conjugales et intrafamiliales, de féminicides et de violences sexuelles. Un propos lourd à porter, difficile à faire reconnaître, parfois même décourageant. Et pourtant, les militant-e-s sont là, répondent présent-e-s et affirment leur adelphté, comme le signalait en février dernier Lisa de la Coordination fémi-

niste (lire notre Focus / Numéro 95 – Printemps 2022) : « *Des fois, on se sent seul-e-s. Echanger avec des personnes qui ont les mêmes difficultés, ça fait du bien. On s'envoie des messages de cœurs, d'étoiles, on discute dans la joie et la bonne humeur. C'est un mélange de rage et de paillettes !* »

En réunion à l'Hôtel Pasteur, les membres de Nous Toutes 35 évoquent les joies du militantisme et font part du plaisir procuré par des événements qui mêlent engagement et festivités, à l'instar de Big Up organisé en marge du 8 mars à la Maison de quartier de Villejean, à Rennes, ou le festival Mars ou grève. Elles le disent, l'objectif de ce week-end, c'est « *de faire un premier pas vers la diffusion de cette grève du 8 mars* », « *d'appâter avec des animations et des concerts des personnes qui ne seraient pas venues autrement* » et « *toucher un maximum de gens, en plantant la graine pour dire qu'une grève massive aura lieu en 2023, et rencontrer des gens qui sont intéressés.* » Sans oublier que ces événements permettent également aux militant-e-s de s'auto-former sur les questions féministes. « *On n'a pas de recette magique. Il faut diffuser l'info, la rabâcher partout, tout le temps. Partout où on va, il faut en parler. Afficher le drapeau « Grève féministe 2023 », partout, tout le temps. Et puis, il faut qu'on réussisse à construire des revendications qui parlent de nos vies quotidiennes pour que ça parle. Les féministes suisses ont écrit un manifeste en 19 points en disant « Si tu te reconnais, viens faire grève avec nous ! ». Il faut qu'en septembre, on ait ça aussi !* », scande Aline.

Et surtout faire passer le mot : une grève générale féministe massive n'est pas seulement envisageable et envisagée, elle est déjà sur les rails, elle est possible et elle est largement susceptible de fonctionner. Ensemble, on s'arrête tou-te-s. Le 8 mars 2023. Le 8 mars 2024. Le 8 mars 2025. Parce que nos voix comptent. Que nos existences comptent.

* POUR LA PAIX *

Face aux violences survenues dans le quartier de Maurepas, Front de Mère Rennes organisait le 6 juillet, avec des collectifs citoyens, des habitant-e-s et des associations, une marche pour la paix. Ielles rappellent leur refus de « *la banalisation de la violence et la stigmatisation de Maurepas* » et ielles revendiquent, par l'auto-organisation, leur détermination à « *poursuivre la réappropriation de notre espace public* », à « *cultiver la vitalité de notre quartier* » et à « *valoriser la richesse des projets culturels, sportifs, sociaux et de santé qui font de Maurepas un quartier populaire bouillonnant et solidaire.* »

→ EN CHIFFRE ←

- **9ème** édition du concours « Non au harcèlement » : le Prix coup de cœur académique a été décerné au collègue Mathurin Méheut de Melesse.
- Le **1er** septembre **2022**, les éditions Steinkis rééditent le roman graphique *Anna Politkovskaïa – Journaliste dissidente*, paru en **2016**.

.....

→ PAROLES ←

Le **28** juin dernier, l'ESS Cargo et cie organisait son **2ème** atelier d'expression au féminin "Femmes et pouvoir d'agir", à l'université Rennes 2.

* RENCONTRES *

En janvier dernier, la Coordination Féministe – rassemblement de collectifs, associations et assemblées féministes en France - se réunissait à Rennes pour les premières Rencontres nationales. Celles-ci se poursuivent pour la deuxième édition à Grenoble du 13 au 17 juillet. Si l'organisation de la grève féministe est l'enjeu majeur de ces Rencontres, la programmation s'étoffe et s'élargit autour de diverses thématiques avec des ateliers autour des violences sexistes et sexuelles, du lien entre féminisme et milieu rural, des lutte contre l'islamophobie et le validisme, du système hétérosexuel, du droit au logement, etc.

SUIVEZ-NOUS

SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

ET PARTAGEZ NOS ACTUALITÉS !

magazine_yegg

sur



Yegg Mag Rennes

sur



@Yeggmag

sur



(IN)VISIBILITÉ LESBIENNE



C'est une histoire d'alliances. Toujours. Mais c'est aussi et surtout une histoire d'invisibilisation. Toujours. Les lesbiennes ont sans cesse lutté pour les droits des femmes, pour la dignité et le respect des individus, pour la défense des biens communs et sociaux. Pour tou-te-s. Et pourtant, elles ont toujours été écartées de l'Histoire. Silenciées, méprisées, infériorisées, stéréotypées, stigmatisées... Elles sont souvent réduites à une série de clichés, quand elles ne sont pas ignorées par la société et ses représentations médiatiques, militantes, culturelles, artistiques ou encore sportives.

PAR MARINE COMBE
PHOTOGRAPHIES DE CÉLIAN RAMIS

ILLUSTRATIONS DE : AURORA @AURORE.CHAPON
FX VON HL @FXVONHL
ALLKIDSINMYHEAD @ALLKIDSINMYHEAD

MAQUILLAGE : JULIE ONEN
MODÈLES PHOTO : CLAIRE HUET
LOUISE-MARIE & GRACE

Politiser les représentations LESBIENNES

Quand on pense homosexualité, on pense au masculin. Et dans les rares cas où on l'envisage au féminin, notre regard est biaisé par les clichés sexualisants et pornographiques. Par le fantasme de deux femmes hétéros se donnant du plaisir pur satisfaire les désirs des hommes. Et si elles affirment leur lesbianisme hors des codes hétéropatriarcaux, alors on les insulte en les traitant de mal baisées, d'aigries et on les réduit à l'image unique du « garçon manqué », d'une femme tentant de correspondre aux caractéristiques de la virilité hégémonique... Ces stéréotypes sexistes et lesbophobes encore très ancrés dans les mentalités accompagnent et participent significativement aux mécanismes d'invisibilisation des lesbiennes, de leur pluralité, de leur culture, de leurs trajectoires vécues, des difficultés subies, de leur histoire militante... Alors même qu'elles ont toujours été impliquées dans les mouvements féministes et LGBTIQ+, profitant à l'ensemble de la société.

En mars dernier, tempête chez Disney-Pixar. Le géant de l'animation américaine s'apprête à sortir *Buzz l'éclair* sur les écrans et éclate alors la polémique autour d'une scène censurée montrant un baiser lesbien. Cela n'a rien d'anecdotique. Bien plus obscures que les salles dans lesquelles le dessin animé est projeté, les raisons de ce retrait résident dans une lesbophobie ambiante et insidieuse. Scandalisé-e-s par la découpe de la scène, des employé-e-s de Pixar ont décidé de dénoncer l'action publiquement

afin de mettre les studios face à leurs responsabilités. Dans une lettre ouverte, elles déclarent que « *presque tous les passages ouvertement gay sont coupés à la demande de Disney, sans prendre en considération les protestations des équipes créatives et exécutives de Pixar.* »

La presse s'empare de l'information mais n'en analyse pas la profondeur et la spécificité. Certes, l'homophobie est incontestable du côté de la célèbre firme dont les films d'animation

de ces dernières années ne sont teintés que de rumeurs autour d'un hypothétique progressisme (dans *Luca*, il est possible que les deux garçons s'aiment mais la ligne officielle défend qu'il ne s'agit là que d'amitié, et dans *La reine des neiges*, on suppose qu'Elsa pourrait être lesbienne, simplement parce qu'elle est célibataire du début à la fin du film et qu'elle ne se jette pas comme sa sœur sur le premier mec venu...). Mais surtout, elle est pensée quasi exclusivement au masculin.

NE PAS DIRE...

Et même lorsque la thématique lesbienne est abordée dans le film d'animation *En avant*, les articles ne mentionnent jamais le terme... On parle alors « *du premier personnage homosexuel* », tout comme on parle d'un « *passage gay* » censuré dans *Buzz l'éclair*, et on explique que le film est interdit de diffusion dans les pays du Moyen Orient en raison de ce « *personnage homosexuel* » qui explique « *son homosexualité* ». Ce personnage, c'est une policière. Si on ne le sait pas, on se figure une relation homosexuelle entre deux hommes. Parce que la lesbophobie s'exprime au croisement de l'ho-

mophobie et du sexisme. Au delà de l'élément de langage, qui lui non plus ne relève pas du détail, la polémique pointe le problème éducatif. Dans *Le screen*, à écouter sur Mouv', Manon Mariani évoque, en parallèle de ce scandale, le vote de la loi – entrée en vigueur depuis le 1er juillet 2022 – en Floride interdisant d'enseigner à l'école des sujets en lien avec l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Cette loi nommée « *Don't say gay* » par les opposant-e-s choque et suscite rapidement des réactions dénonçant la haine LGBTIphobe. De son côté, The Walt Disney Company reste, elle, silencieuse, puis finit par se positionner contre le projet, après avoir été sollicitée par des employé-e-s LGBTIQ+. Plus qu'une histoire de puritanisme, le problème n'est pas isolé et propre à certains territoires uniquement. La lesbophobie dépasse les frontières de la Floride et du Moyen Orient.

En France, la loi sur l'éducation à la vie sexuelle et affective existe depuis 2001 et son non respect ne choque personne. Si un rappel à l'obligation de dispenser au moins 3 cours par an dans les écoles, collèges et lycées a été tout de même effectué en 2018, le magazine *Têtu* sou-



© CÉLIAN RAMIS



© CÉLIAN RAMIS

ligne à juste titre que lorsque les sessions sont menées autour du consentement, de la contraception, des rapports femmes-hommes et de la sexualité, elles omettent « *quasi-systématiquement l'aspect LGBT de ces sujets.* »

Et même dans des articles dédiés à la question, il est rare de voir apparaître le terme lesbienne, le terme homosexuelle étant plus largement répandu. Comme s'il s'agissait de ne le dire qu'à demi mots. Comme s'il s'agissait de s'en excuser. Comme s'il s'agissait de préserver nos représentations bien hétéronormées de la femme soumise à l'homme. L'homosexualité au féminin serait-elle plus douce, plus rassurante, que le lesbianisme qui affirme et revendique une orientation sexuelle et affective en dehors des schémas patriarcaux ? Ce qui est certain, c'est qu'elles dérangent, les lesbiennes...

LES HOMMES D'ABORD

C'est toujours la même rengaine. Y compris dans les milieux LGBTIQ+ qui ne sont pas exempts de l'intégration et l'imprégnation des stéréotypes sexistes et des mécaniques d'oppression. En juin 2021, lorsque la FEERIE – Féministe Équipe de Recherche Insolente et Erudite – pré-

sente une partie de ses travaux à la Maison des Associations de Rennes, Alice Picard, Clémentine Comer et Françoise Bagnaud le disent : les engagements homos des années 70 et 80 commencent à peine à être étudiés. Surtout à Paris et surtout orientés gays. Elles ouvrent alors « *la boîte noire du militantisme rennais grâce aux archives de l'association Femmes Entre Elles et des militantes de A Tire d'elles.* »

À cette époque, l'homosexualité figure sur la liste des maladies mentales. Elle se vit cachée. Beaucoup de femmes découvre le milieu LGBT par l'intermédiaire d'un homme, comme le précise ce jour-là la chercheuse et militante Clémentine Comer : « *Les femmes que nous avons interviewées ont toutes à plusieurs reprises mentionné l'importance dans leur jeunesse, au lycée ou au travail, de la rencontre avec un homme gay qui a pu avoir la fonction de facilitateur d'une entrée dans le monde de l'homosexualité.* » Dans la capitale bretonne, les lesbiennes militent au sein du Groupe de Libération Homosexuelle et tiennent, à l'occasion d'une semaine homosexuelle organisée à la MJC La Paillette, un stand dans le hall pour que les femmes puissent

s'y retrouver. De là naît le Groupe Lesbien. Les rapports de force des hommes font obstacle à l'expression des femmes. Rapidement, des tensions apparaissent entre militantes lesbiennes et militants gays, scindant finalement le groupe en deux collectifs.

Quatre ans plus tard, le Groupe Lesbien existe toujours et c'est dans son sillon que se lance l'association Femmes Entre Elles à l'ambition similaire : faire se rencontrer des femmes lesbiennes, leur permettant de vivre librement leur sexualité mais aussi de rompre l'isolement, de s'épanouir dans leurs vies, d'accepter et de comprendre leur homosexualité. La FEERIE livre des témoignages édifiants et joyeux. « *Avant je ne comprenais pas ce que je vivais. C'est seulement quand on était ensemble que cela devenait réalité.* », confie Chris. « *C'est aussi le fait d'avoir pu vivre une relation amoureuse par le biais de l'association dans un milieu favorable et de ne plus être obligée de me cacher et de pouvoir enfin en parler ouvertement.* », relate Laurence.

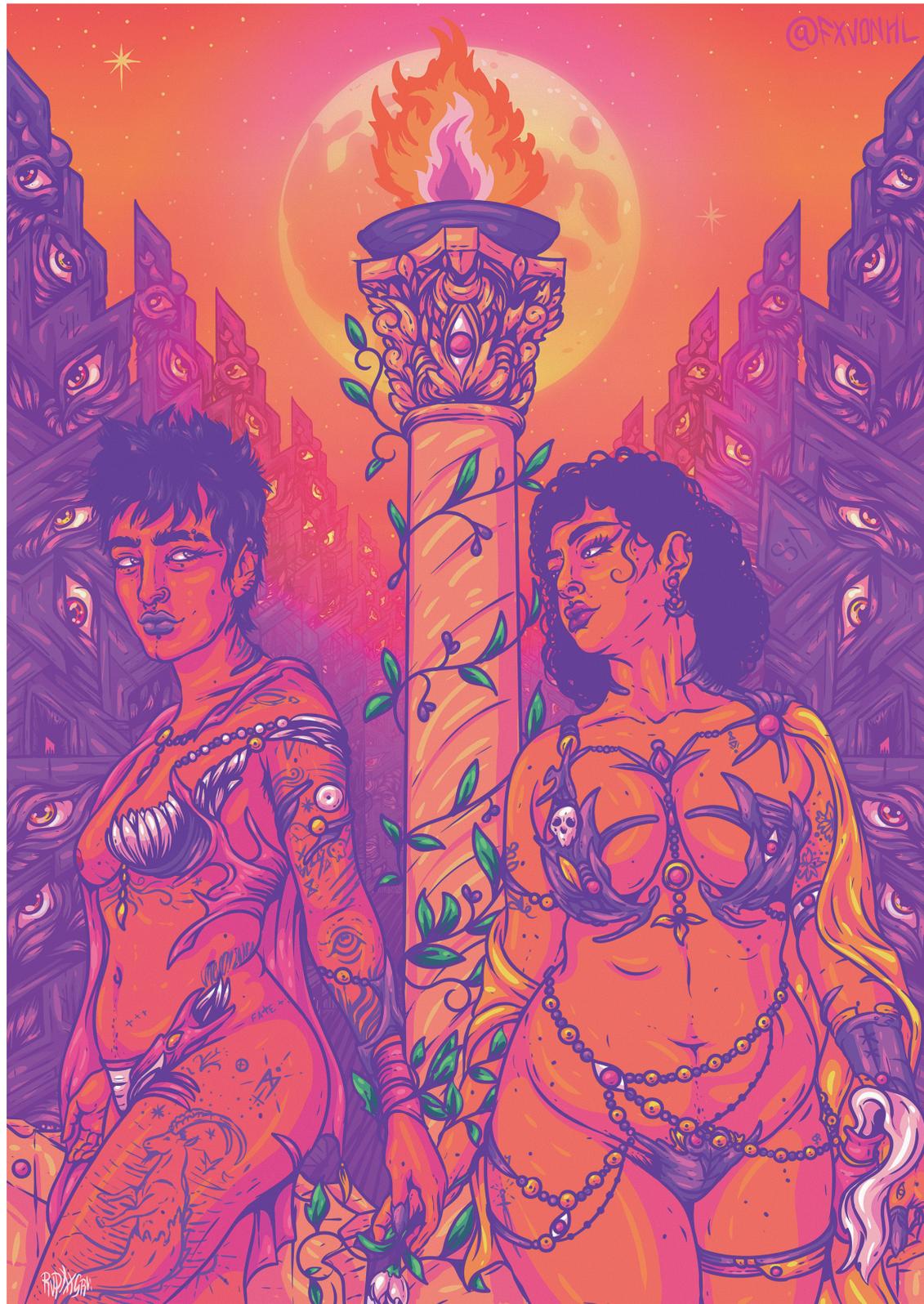
La non mixité, le rassemblement entre lesbiennes, apparaît comme essentiel et fondateur dans la construction de bon nombre de militantes de cette période. Car en dehors, nombreuses sont celles qui taisent leur orientation affective et sexuelle dans leurs familles, entourages et au travail. Certaines même la découvrent, comme Martine par exemple : « *L'élément déclencheur, c'est dans ma vie d'adulte plus tard avec le wendo. C'était une ouverture vers un autre monde, des rencontres, une ouverture d'espace. J'avais un compagnon à l'époque, je l'ai quitté assez rapidement en 84/85. La séparation est liée au wendo et la rencontre des lesbiennes. C'est avec la création de cette association que je suis devenue lesbienne.* »

LESBIANISME & FÉMINISME

C'est là que le militantisme lesbien et le militantisme féministe se rejoignent, à Rennes. Au début des années 80. L'association Femmes Entre Elles met en place des stages de wendo, une pratique d'auto-défense féministe adaptant les techniques des arts martiaux et de la self défense aux vécus spécifiques des femmes. Ces dernières « *prennent collectivement conscience*

des violences qu'elles ont vécues » et partagent « *un moment où elles acquièrent confiance en elles.* » Se protéger lors d'une agression, apprivoiser sa peur dans une situation de tension pour ne pas céder à la panique, découvrir et valoriser sa force et sa puissance, voilà ce que le wendo propose. En 1983, des adeptes de la pratique fondent l'association La Cité d'Elles qui se revendique féministe et se démarque de FEE, en donnant accès au wendo à des femmes hétérosexuelles. C'est alors un espace de rencontre entre le lesbianisme et le féminisme, des relations amoureuses émergent, l'homosexualité de certaines se découvre et se nourrit au fil des rencontres, ateliers et activités organisées. Les deux structures prônent le Do It Yourself et explorent les domaines menant à l'autonomisation des femmes, en se réappropriant des savoirs que l'on attribuait aux hommes, y compris ceux concernant le corps des femmes.

Les groupes lesbiens mènent de front défense des droits des femmes et reconnaissance des sexualités. Et surtout respect de celles-ci. Elles investissent La Paillette, proposent des activités, se mobilisent dans le cadre du 8 mars, nouent des relations avec les associations féministes, intègrent des réseaux féministes régionaux, nationaux et internationaux et participent à des rencontres avec d'autres groupes lesbiens, qui déboucheront sur la création d'une Coordination lesbiennes de l'ouest, en 1983. Si l'homosexualité et le wendo se pratiquent dans l'illégalité et dans le secret, les militantes s'épanouissent dans le cadre associatif qui permet un entresoi lesbien, portant un côté empouvoirant, facilitateur de rencontres et créateur d'opportunités. Ce dont témoignent Ulli et Nicole dont les voix résonnent à travers les travaux de la FEERIE. « *On avait des adresses. Une lesbienne donnait l'adresse d'une autre, comme ça, on pouvait voyager un peu partout, on était toujours hébergées.* », dit la première. « *Il y avait sans arrêt des femmes nouvelles, d'ouverture à d'autres choses et puis de nouvelles histoires d'amour qui commençaient et qui s'arrêtaient.* », souligne la seconde. Là encore, les témoignages démontrent le côté structurant, social et militant de Femmes Entre Elles. « *Le militantisme lesbien a forgé des apprentissages sociaux à l'interna-*



tional. Et pour certaines femmes, dans les milieux les plus modestes, ça a constitué un capital culturel de substitution. », analyse Françoise Bagnaud, membre de la FEERIE, militante féministe et lesbienne, et autrice d'un ouvrage à venir sur l'histoire de Femmes Entre Elles, dont elle est membre. À cette époque, elles s'abreuvent des écrits lesbiens, fruits de réflexions émergentes, inspirantes et fondatrices dans l'histoire du féminisme des années 70 et 80. Monique Wittig, Christine Delphy, Marie-Jo Bonnet... toutes marquent le mouvement de luttes pour les droits des femmes, au sein du Mouvement de Libération des Femmes notamment, et l'enrichissent de théories d'émancipation, en particulier face à l'hétéronorme patriarcale.

RETOUR DE L'INVISIBILISATION

C'est à cet endroit de la pensée féministe que les divergences et tensions apparaissent. Nous sommes au début des années 70 et les Gouines rouges naissent au croisement de la misogynie ambiante et la marginalisation ressenties par les lesbiennes dans le Front homosexuel d'action révolutionnaire et la volonté d'investir ces questions-là au sein des mouvements féministes, en particulier le MLF. Mais bientôt le processus d'invisibilisation se remet à l'œuvre. Il faudra attendre les années 2001 par exemple pour que le livre *La pensée straight* de Monique Wittig – publié en 1992 en anglais - soit traduit en français. Elle y présente l'hétérosexualité comme un système politique, basé sur la binarité des sexes auxquels sont attribués des genres – féminin et masculin – comportant des caractéristiques qui expliqueraient la répartition des rôles et des fonctions entre les femmes et les hommes dans la société (le travail reproductif pour les premières, le travail productif pour les seconds).

Elle appartient à un courant féministe dit matérialiste, soit un courant de pensée visant à réfuter les arguments biologiques comme moyens d'expliquer la supériorité d'un sexe sur l'autre. Elle défend l'idée que les hommes et les femmes sont des catégories politiques, produits d'une construction sociale visant à la domination masculine. Avec sa phrase, qui scandalisera de nombreuses militantes, « *Les lesbiennes ne sont pas des femmes* », elle affirme qu'en n'adhérant

pas au modèle hétérosexuel en tant que système politique, les lesbiennes échappent au fait d'être femmes dans le sens de cette fameuse construction sociale. Adrienne Rich également théorise dans le même sens dans son livre *La contrainte à l'hétérosexualité*, critiquant par là même l'hétéronorme et ce qui en découle avec le mariage et la famille traditionnelle. Taxées de radicales, elles sont aujourd'hui seulement réhabilitées dans les milieux féministes, et encore, elles continuent de déranger comme le prouvent les réactions haineuses envers la journaliste et activiste Alice Coffin, autrice du brillant essai *Le génie lesbien*...

Puisqu'elles ne couchent pas avec les représentants du patriarcat et de son sbire, le système hétéro, les lesbiennes sont-elles les seules véritables féministes ? La question bouscule et a le mérite d'entrer en profondeur dans le vif du sujet. Le féminisme serait la théorie et le lesbianisme, la pratique, selon Ti-Grace Atkinson, grande figure du féminisme radical et du militantisme lesbien. Dans les travaux présentés par FEERIE, on retrouve à Rennes ce climat de tensions, cette peur au sein de la Cité d'Elles « *d'être définies comme moins féministes si on n'a pas de vécu(s) lesbiens* », indique un compte rendu de réunion. Un sentiment « *que le lesbianisme peut être ressenti comme un jugement de valeur envers les femmes qui ne le sont pas.* »

Les points de vue divergent et toutes les militantes, féministes comme lesbiennes, ne s'identifient pas dans ce courant de pensée. Les relations avec Femmes Entre Elles se dégradent alors que l'association défend certes la promotion de l'identité lesbienne, questionne les contraintes de l'hétérosexualité et de la binarité de genre, mais défend également l'expression plurielle des voix du lesbianisme. D'autres événements entachent la bonne entente et malgré l'action conjointe des deux associations contre la publicité sexiste (et notamment contre l'affiche d'une discothèque qui prône « *Violer la nuit* »), la communication leur fait défaut. Les militantes féministes « *discréditent l'engagement de FEE* » en parlant de « *sous-culture lesbienne* » et participent « *encore une fois à invisibiliser les lesbiennes.* »

AVANCÉES MAJEURES !

Et pourtant, elles ont œuvré et œuvrent toujours pour l'égalité. Elles fêtent cette année les 40 ans de l'association rennaise. Début juillet, FEE organisait un grand week-end festif à la MJC Bréquigny et revenait pour l'occasion sur les événements majeurs de sa création à aujourd'hui. On y constate une véritable volonté de créer un lieu convivial et militant, dans lequel les identités peuvent s'exprimer librement et dans lequel la visibilité et la reconnaissance sont des enjeux essentiels. Dans les années 80, la structure investit la radio en présentant une émission sur Radio Savane, devient le siège de l'association nationale Les Goudus télématiques, un service minitel créé par et pour les lesbiennes, participe aux stages de wendo et aux ateliers lecture, en invitant des pointures de la littérature et du militantisme féministe et lesbien comme Catherine Gonnard, Geneviève Pastre ou encore Suzette Robichon (dite Suzette Triton).

Le 17 mai 1990 marque un tournant hautement important : l'OMS retire l'homosexualité de la classification internationale des maladies mentales. Ce jour-là devient une journée mondiale de lutte contre les LGBTIphobies et FEE s'investit dans les actions orchestrées par le Centre LGBT de Rennes (devenu aujourd'hui Iskis), tout en poursuivant de nombreuses activités, comme l'organisation d'un rallye automobile, la réalisation d'un « Conte de FEE », une feuille d'informations mensuelle envoyée aux adhérentes, l'envoi d'une plaquette sur la visibilité lesbienne à plus de 150 médecins spécialisés (psys, gynécos, etc.) de Rennes et distribution de mini plaquettes à l'entrée du resto U. La décennie est marquante pour Femmes Entre Elles qui va désormais prendre part aux différentes manifestations du 8 mars, journée internationale pour les droits des femmes, et surtout qui va œuvrer pour que le terme lesbienne apparaisse dans la Gay Pride. Le 18 juin 1994, c'est une grande première en France. La capitale bretonne accueille la toute première Lesbian & Gay Pride, appellation reprise au niveau national l'année suivante. FEE devient membre fondateur du Collectif Lesbian & Gay Pride de Rennes. En parallèle, elles poursuivent les fêtes femmes, soirées dansantes, les bistrottes, les

ateliers d'arts plastiques, de théâtre, de clowne, de chant, les randonnées, sorties kayak, balades en vélo, les temps d'échanges de savoirs, les week-ends conviviaux, les séjours au ski ou à la mer ainsi que les ateliers écriture et lecture... Elles militent aux côtés de l'association féministe rennaise A Tire d'Elles pour se réapproprié l'espace public nocturne, elles dénoncent l'absence des noms de femmes dans les rues rennaises en renommant les rues du centre ville (initiative reprise ensuite dans diverses villes de France ainsi que dans un manuel scolaire de 1ère ES édité en 1997), elles participent à la Coordination Lesbienne Nationale, elles se mobilisent pour le PACS et contre les anti PACS et obtiennent une subvention pour le projet inter-associatif de création d'un théâtre forum contre l'homophobie.

Depuis les années 2000, elles ne cessent d'interroger les inégalités entre les hommes et les femmes mais aussi le racisme intégré par les lesbiennes blanches, s'insurgent avec les féministes sur les différences de prix chez les coiffeurs ou sur la création d'un délit d'IVG, elles marchent dans la rue et font circuler des pétitions contre la montée du Front National en 2002, contre l'expulsion de Sena, une militante lesbienne turque (qui a ensuite obtenu son titre de séjour) ou encore pour les droits des femmes à circuler sans être importunées, à bénéficier de la contraception, du recours à l'IVG, pour les droits des sans-papiers et des travailleuses du sexe, etc. Elles initient une équipe de handball, des soirées FEEstives dans lesquelles les arts et la culture sont à l'honneur, instaurent de nouveaux ateliers, font perdurer certains anciens, se mettent aux réseaux sociaux, refont leur site internet, continuent les permanences à la MJC La Paillette et protestent contre les anti-Mariage pour tous, recevant au passage haine et injures des militant-e-s de la Manif pour tous...

Elles maintiennent les liens étroits et partenariaux avec la Marche des Fiertés, le 8 mars à Rennes, les associations de santé des femmes à l'instar du Planning Familial, déménagent à Villejean, organisent des conférences, mettent en place des apéros zoom et une ligne téléphonique solidaire durant le confinement et éditent



en 2021 le livre *Paroles des FEES confinées* avant de se concentrer sur l'organisation des 40 ans de l'association.

Quarante années de rencontres, de travail de réseaux, de combats pour les droits des femmes et des lesbiennes, de luttes pour visibilité et faire reconnaître les identités de chacune. Quarante années de liens et de soutiens pour rompre l'isolement des femmes lesbiennes. Quarante années d'ateliers et d'activités pour avancer ensemble et pratiquer en toute sororité des loisirs créatifs, sportifs, artistiques et culturels. Quarante années d'échanges de compétences, autant en mécanique qu'en auto-défense en passant par la littérature et le yoga, et de savoirs, pour s'approprié son corps, sa vie, l'espace public, et s'autonomiser. Quarante années de remise en question du modèle patriarcal et hétérosexuel et d'interrogations face aux mécanismes de domination.

RÉHABILITER LE MATRIMOINE LESBIEN

Une histoire riche et passionnante que Françoise Bagnaud racontera bientôt dans un livre

publié aux éditions Goater. Une histoire qui démontre que le militantisme s'exprime en province comme dans la capitale mais aussi qu'il côtoie aussi bien les problématiques sociales, politiques, culturelles, sportives, etc. « *Ce que je veux montrer, c'est le côté dynamique de FEE, son côté politique aussi. Ce n'est pas pareil de se dire lesbienne qu'homosexuelle. C'est encore difficile aujourd'hui de le dire ! Des femmes n'ont pas voulu témoigner par peur d'être reconnues par leurs familles.* », souligne Françoise Bagnaud. Membre de Femmes Entre Elles, investie dans la Lesbian and Gay Pride, co-présidente à une époque du Centre LGBT de Rennes et désormais militante au sein de l'association Histoire du féminisme à Rennes, elle le dit : « *Il y a un travail de transmission et de matrimoine à faire.* »

En 2015, elle commence à retracer l'histoire de FEE, retrouve des traces des fondatrices et en parallèle co-fonde la FEERIE, après avoir réalisé des entretiens sur les trajectoires des femmes lesbiennes. « *Mon objectif avec le livre, c'est de revenir sur la dynamique de cette association unique en France qui continue d'exister.*



Des jeunes femmes sont venues nous voir à la Marche des Fiertés pour nous dire que c'était bien ce qu'on avait fait. Je crois que c'est important d'avoir des espaces et des moments de confort, de pouvoir se dire qu'à cet endroit-là, je peux être qui je suis sans qu'on me juge ou qu'on me renvoie des stéréotypes. C'est important qu'on change les images : les femmes ne sont pas toutes hétérosexuelles, blanches, etc. Beaucoup d'entre nous n'ont pas eu de figures lesbiennes au cours de leurs vies... », poursuit-elle. Les images comptent, les représentations manquent. Au fil des interviews, les mêmes sont citées. Muriel Robin, Amélie Mauresmo, pour hier. Adèle Haenel, Céline Sciamma, Pomme, Hoshi, Angèle, pour aujourd'hui. Et dans les programmes télévisés populaires, les couples de lesbiennes apparaissent : « Dans Plus belle la vie par exemple - on en pense ce qu'on veut - mais ça permet de transformer la honte intégrée en quelque chose qui fait parti du monde. C'est très important de rendre les trajets des femmes lesbiennes d'hier vivants et de les relier à aujourd'hui. Sinon, on ne sait pas d'où on vient.

C'est très important de partir des témoignages des femmes lesbiennes. Construire l'Histoire sans la parole des concernées, c'est de la domination. »

Ne pas savoir d'où on vient et se sentir hors des normes. Se construire sans représentations permettant l'identification et la déconstruction par conséquent de l'idée que l'on est en marge de la société dans laquelle on évolue. Donner accès à une Histoire plus complète et complexe permet de rééquilibrer les savoirs qui ont partiellement ou entièrement été confisqués, au même titre que les mémoires de celles qui ont participé à bâtir les théories et ont permis les avancées dont les générations actuelles profitent. « Ça contribue à plus d'égalité, de respect entre les êtres humains. De comprendre de là où on vient pour savoir où on va. Créer de la solidarité entre les générations. Et rendre la fierté à toutes ces femmes qui ont dans l'ombre œuvré et n'ont pas eu de reconnaissance. », analyse Françoise Bagnaud. Elle poursuit : « Je pense que c'était plus difficile d'être lesbienne dans les années

80 qu'aujourd'hui. On peut être fières de notre Histoire écrite collectivement. Quand des jeunes viennent me voir, c'est pour parler de cette Histoire. Ce que j'ai envie de transmettre, c'est que l'on peut être heureuses en étant lesbiennes ! Quand on grandit sans en parler, on intériorise une sensation de honte, d'anormalité. C'est un poids que l'on retrouve toute sa vie et que les gens ne mesurent pas. »

Elle nous raconte la violence des manifestations anti-PACS et des manifestations anti-Mariage pour tous. Elle nous raconte comment elle a consolé des jeunes en pleurs après avoir

essayé insultes et menaces. « Va te faire soigner ! », « T'es un monstre ! » ou encore « Les goudus dans les trous ! » ne sont que quelques exemples d'injures haineuses et traumatisantes qui se répandent encore aujourd'hui avec la très récente extension de la PMA aux couples de lesbiennes (excluant toujours les personnes trans du dispositif). L'homophobie est encore prégnante. « Si dans tous les lieux publics et dans les médias, on voyait des couples de femmes... Si dans les lycées, il y avait quelque chose sur d'autres possibles que l'hétérosexualité... Ça ferait du bien. Quand on voit ce qu'il s'est passé pour l'ABC de l'égalité... C'est spec-

DÉLOGER LES IMPENSÉS

L'enquête VOILAT, réalisée par l'association L'Autre Cercle et l'Ifop, indique que si souvent les femmes lesbiennes et bies taisent leur orientation sexuelle et affective auprès de certain-e-s collègues et principalement de leur hiérarchie, il est plus difficile encore pour les femmes racisées, les femmes de plus de 60 ans et les femmes travaillant dans les secteurs à dominante masculine (transports, par exemple) de se rendre visibles dans les espaces professionnels. Ainsi, entre clichés de la lesbienne occupant un métier d'homme et l'impensé total de leur présence dans tous les secteurs de la société, elles sont très globalement invisibilisées. On ne pense pas la question du travail et de la sexualité du côté des femmes vivant en milieu rural. Le 8 mars dernier, à Rennes, un groupe de militantes revendiquait : « Les femmes du monde rural sont oubliées, invisibilisées. En tant que meufs en ruralité, c'est encore plus compliqué qu'ailleurs de se déplacer, de tafer ou de ne pas tafer, d'avorter, d'accoucher, de vivre des sexualités non hétéronormatives. Sans compter ce que peuvent expérimenter les personnes racisées essayant de vivre dans la campagne française blanche, qu'elles l'aient choisi ou non. » Cette pensée et les personnes concernées traversent les combats féministes et LGBTIQ+ (le 16 juillet a eu lieu une Marche des Fiertés Rurales / Pride des campagnes, dans la Vienne). Autre domaine large-

ment impensé et méprisé : le travail du sexe. Imaginerait-on des travailleuses du sexe lesbiennes ? Des clientes lesbiennes ? Non. Et pourtant, elles existent comme en témoigne Velvet, travailleuse du sexe néerlandaise, dans un article publié par *Komitid*. Elle y aborde la problématique d'une vision hétéronormée de la sexualité lesbienne et du travail du sexe et l'invisibilisation qui en découle pour les professionnelles lesbiennes comme elle : « En tant que lesbienne, j'y suis habituée (aux questions indiscretes, ndr), mais le fait que je sois escort laisse penser aux gens qu'ils ont littéralement le droit de me demander tout ce qu'ils veulent : comment j'amène les femmes à l'orgasme, est-ce que j'utilise des sex toys ou quel est mon taux horaire. » À blâmer : le porno mainstream mais aussi les arts et la culture, à l'instar du cinéma, et évidemment les médias, qui n'offrent pas dans leurs représentations l'opportunité de casser les clichés et de présenter la société dans sa plus grande réalité et pluralité. Sur son site, l'Association des Journalistes Lesbiennes, Gays, Bi-e-s, Trans et Intersexes met en partage une charte contre les LGBTIphobies, à disposition de tou-te-s les journalistes afin de les aider et accompagner dans un traitement de l'information plus juste et égalitaire. On trouve également un onglet sur la visibilité lesbienne dans laquelle les médias peuvent trouver un kit « En finir avec l'invisibilité des lesbiennes ».



© CÉLIAN RAMIS

taculièrement rétrograde ! », scande la militante. Elle croit aux mobilisations, aux alliances, en l'empouvoirement dû à la réhabilitation des femmes ayant participé à l'Histoire, en les es-

paces de rencontres et de partage et au pouvoir de la parole, des échanges et de la communication. « Il faut amener les gens à sortir de leur point de vue pour regarder les questions des

autres. Quand je vais chez des professionnel·les de la santé, je leur dis toujours que je suis lesbienne et on en discute. Ça permet une vision à 360° ! », précise-t-elle.

UN COMBAT INCESSANT POUR LA RECONNAISSANCE

Ne pas visibiliser l'Histoire des lesbiennes, ne pas visibiliser la pluralité des orientations sexuelles et affectives dans les lieux de travail, les médias, les publicités, les espaces de socialisation, les sports, etc. participe aux violences qui s'exercent contre les concernées dans l'espace privé comme public, comme le démontre le rapport 2022 sur les LGBTIphobies, réalisé par SOS Homophobie. « Constat alarmant en 2021 : les lesbiennes qui subissent des violences et discriminations sont de plus en plus jeunes. Pas moins d'une sur quatre est mineure (contre une sur cinq en 2020) et près de la moitié a moins de 24 ans. », peut-on lire dans l'enquête.

Insultes, menaces, rejets, séquestrations... Les violences ont principalement lieu dans la sphère familiale, premier contexte de lesbophobie, avant le cadre professionnel. Autre source de violence en augmentation : l'outing. « Ce dévoilement de l'orientation ou de l'identité de genre sans le consentement de la victime représente 14% des cas de lesbophobie rapportés à l'association en 2021, contre 10% en 2020. », souligne le rapport. Manque ou perte de confiance en elles, nombreuses sont les lesbiennes à vivre (ou survivre) dans un climat de peur et de tensions permanentes : « Les agressions physiques et sexuelles représentent encore 14% des cas rapportés tous contextes de lesbophobie confondus. Les femmes en couple sont particulièrement exposées à ces violences : 21% d'entre elles sont en couple, contre 11% des victimes de gayphobie, par exemple. » Pour lutter, les militantes ont instauré en avril 2021 la première Marche pour la visibilité lesbienne en France, à l'occasion de la Journée de la visibilité lesbienne (26 avril). Elles luttent contre l'invisibilisation constante des lesbiennes et revendiquent le droit d'accès à la PMA, au même titre que les couples hétéros. Elles sont des milliers à occuper l'espace public, à prendre la rue et donner de la voix pour faire entendre leurs his-

toires, leurs trajectoires et leurs désirs. Parce que c'est encore un lieu d'agressions verbales, physiques et symboliques, elles se le réapproprient.

L'intime est politique. Et en tant que LGBTIQ+, leurs existences sont sans cesse soumises au jugement de la société. Dans les années 80, il faut batailler pour faire sauter l'homosexualité de la liste des maladies mentales. Dans les années 90, il faut batailler pour instaurer le PACS et que les couples homosexuels puissent obtenir un statut face à l'institution. Dans les années 2010, il faut batailler pour que les couples homosexuels accèdent au même droit que les couples hétérosexuels : le mariage. Dans les années 2020, il faut batailler pour inscrire dans la loi la possibilité pour les couples lesbiens d'avoir recours à la PMA. Les combats sont longs et douloureux. Les victoires, faibles par rapport à l'ampleur des énergies qu'il aura fallu déployer. Et souvent, les victoires sont amères. Les lois sont votées au rabais, après une déferlante de souffrances infligées sans relâche par des opposant·e·s LGBTIphobes ultra médiatisé·e·s, là où les concerné·e·s sont elleux peu consulté·e·s et interrogé·e·s. Leur absence des débats publics choque à peine tandis que leurs luttes profitent largement aux personnes hétérosexuelles, qui peuvent opter pour le PACS et ainsi donner à leurs couples un cadre juridique plus souple que le régime matrimonial, et aux célibataires, qui peuvent désormais concevoir un enfant ou plusieurs sans avoir un·e partenaire dans la parentalité.

LA MATERNITÉ EST PLURIELLE

Des avancées qui ne seraient jamais arrivées sans les combats acharnés des personnes LGBTIQ+, obligées de justifier non seulement de leurs existences mais également de leurs désirs d'officialiser et protéger leurs relations et leurs familles (dès lors qu'elles ont prouvé, en démontant les arguments essentialistes, réducteurs, opprimants et autres thèses biologiques, leurs capacités à élever des enfants...). « Nos combats minoritaires profitent à toute la société. On ne se bat pas que pour nous ! », s'exclame Lisa, co-fondatrice avec Elsa, du compte Matergouinité à découvrir sur Instagram. « J'ai eu du



© CÉLIAN RAMIS

mal à me projeter en tant que mère avec mon ex compagne. J'avais du mal à me retrouver car je ne voyais pas d'images d'autres mères qui me ressemblaient. », explique-t-elle. Parce que la maternité est pensée dans le cadre hétérosexuel. Parce que la maternité est pensée dans les critères de la féminité patriarcale.

Lorsqu'Elsa arrive à Bagnolet dans la colocation, elle cherche pour les besoins de son travail de journaliste une photo pour illustrer un article concernant la maternité. Et ne trouve que des images stéréotypées : « Sur les photos en général, on voit des femmes très féminines, avec les ongles vernis, couleurs pastel, les cheveux longs, etc. D'autres femmes existent ! » Elles fondent alors Matergouinité dont l'objectif est de diffuser des visuels et des témoignages démontrant la pluralité des modèles familiaux. Le compte valorise deux piliers : la représentation des femmes qui leur ressemblent davantage, « *butchs, punks à chiens, etc.* », dans des

configurations familiales diverses (familles monoparentales, couples lesbiens cis et/ou trans, familles recomposées, etc.) et la diffusion d'une culture lesbienne « *hyper riche et radicale au point de vue des luttes* ».

Elles citent Hanane, co-fondatrice des Femmes en lutte 93, Magie Nelson, essayiste, poétesse et universitaire américaine, ou encore Faika El-Nagashi, personnalité politique écologiste, féministe et lesbienne en Autriche. Comme elles le disent, elles souhaitent mettre leur grain de sel autour de la politisation de la mère, à l'instar de Fatima Ouassak, fondatrice de Front de Mères à Bagnolet, ou encore du festival Very Bad Mother à Concarneau. « *Au départ, on a fait ça pour se faire plaisir. Pas forcément dans l'optique de changer les mentalités. On a eu des retours très positifs. Mères rasées, poilues, avec des enfants... ça me fait du bien de voir d'autres mères qui me ressemblent !* », souligne Lisa qui poursuit : « *Soit on est militantes,*

soit on est mères. Ce sont des sphères souvent assez séparées alors qu'on peut partir du fait d'être mère pour construire son militantisme. » La politisation de la maternité lesbienne et la parentalité queer s'affirment rapidement sur leur compte Instagram qui participe à visibiliser la communauté. De manière très accessible. « *Il y a plein de mères, elles n'ont pas à s'excuser, elles n'ont pas à montrer pattes blanches. La sociologue Sylvie Tissot montre que les mères lesbiennes sont acceptées quand elles sont blanches, aisées, etc. Quand elles ne remettent pas en question l'ordre établi... Nous, on veut montrer autre chose.* », ajoute Elsa.

Parce que les lesbiennes n'ont pas attendu l'extension de la PMA pour avoir des enfants. Parfois, elles sont allées à l'étranger. Parfois, elles ont eu des enfants dans un couple hétérosexuel. Parfois, elles se sont mises en couple avec des femmes ayant déjà des enfants. Elles ne se sentent pas toutes légitimes à en parler. Elles ne

se sentent pas toutes mères lesbiennes. Lisa et Elsa le signalent : le compte Matergouinité n'est pas une publicité pour la maternité. Pas question pour elles de rajouter de la pression à l'injonction d'avoir des enfants. Il s'agit là de visibiliser une réalité, de repenser les représentations autour de la maternité, de questionner les schémas de la famille nucléaire, de s'interroger sur le militantisme quand on est mère, etc. Pour Lisa, « *il y a une injonction très forte de dire que les femmes doivent être mères. Le féminisme a voulu rompre avec ça à l'époque. Aujourd'hui, c'est important de politiser la maternité en pensant les modes de garde et les manières de s'organiser pour continuer à militer.* »

Elsa prend la suite, posant la question : « *Comment concilier la vie de mère gouine militante ? Nos lieux de sociabilité sont tournés vers les manifs et la fête. Qui ne sont pas forcément pour les enfants. Des choses se jouent à ce niveau-là. Il y a une super alternative grâce à La Bulle, à Rennes. L'association propose de garder*

les enfants pendant les événements festifs et militants. C'est en train de se monter en ce moment à Paris. » Par les photos et les messages qu'elles postent sur les réseaux sociaux, les deux militantes donnent accès à de nouvelles représentations.

Nouvelles dans le sens de la diffusion. À des représentations plurielles, multiples, réelles. Qui bouleversent les codes d'une maternité unique et hétérosexuelle. Qui déboulonnent l'indécrottable idéologie binaire et fascisante basée sur la famille « papa, maman, enfant-s » comme unique modèle... Et qui clament des réalités joyeuses et libérées du schéma traditionnel patriarcal. Les fondatrices de Matergouinité le revendiquent : « On est ravies d'être lesbiennes ! On n'a pas

besoin qu'on nous tolère. On existe, on est là. La société attend qu'on se fonde dans la masse. On questionne l'hétéronorme et on le fait du point de vue de la marge. C'est une position hyper précieuse. » Alors oui, elles ont conscience qu'en gagnant en visibilité, elles s'exposent au fameux *backlash* (retour de bâton), et ont également conscience que les comptes militants sur les réseaux sociaux, bien que très investis par les lesbiennes, restent encore assez restreints en terme d'abonné-e-s : « On se heurte toujours à une certaine limite, ce n'est pas du média de masse. Mais l'idée, c'est de se faire du bien et d'échanger des ressources. » Ici, montrer qu'il y a de nombreuses manières de vivre sa maternité lesbienne, de nombreuses manières d'être une mère lesbienne, un parent queer. Diverses



VIEILLIR LESBIENNE

La société invisibilise très globalement la vieillesse mais encore une fois, ce sont majoritairement les femmes qui en souffrent. Car l'injonction à la beauté les frappe directement et avec elle, l'injonction à être jeune s'impose. Dans les magazines, les films, les publicités, les réseaux sociaux, les séries, les œuvres artistiques, etc., il est difficile de voir des femmes âgées valorisées pour autre chose que les gâteaux qu'elles font à leurs petits enfants... C'est tout le propos de la productrice-animatrice-aatrice Laure Adler notamment qui prône la fierté d'être vieille. Si on parle de plus en plus des vieilles au sens large dans un discours féministe, on oublie là encore de mentionner les lesbiennes. En avril, l'émission *Gouinement lundi* en fait le sujet d'un épisode intitulé « Vieilles et lesbiennes ». Parce que c'est une question qui anime l'équipe : comment vieillir lesbienne lorsque les rares représentations de la vieillesse perçues sont toutes orientées autour de l'hétérosexualité ? « Il s'agit de la même invisibilité sociale parce qu'il n'y a pas marqué sur notre tête qu'on est lesbienne. Après, le bien vieillir lesbien c'est d'être en sécurité et dans le sentiment de ne pas être discriminée. Et ça, c'est à construire entre nous toutes et tous parce qu'actuellement la société, elle est, quoi qu'on le dise

même si ça a un peu évolué, un peu homophobe quand même. Vivre dans un milieu hétéronormé, c'est pas possible. Vieillir dans un milieu hétéronormé, c'est pas possible. », déclare Danièle Drefus dans *Gouinement lundi*. Elle est co-présidente de l'association Les audacieuses et audacieux, qui œuvre à l'inclusion sociale et aux solidarités inter-générationnelles ainsi qu'à l'amélioration de la qualité de vie des séniors LGBTQI+. Leur projet est ambitieux : fonder une Maison de la diversité, basée sur l'exemple de la structure berlinoise, ouverte en 2013, à destination des séniors LGBTQI+ autonomes. « La Maison de la Diversité est un lieu et un mode de vie choisis, destiné principalement aux séniors LGBT autonomes ou fragilisés, ancré au cœur de la cité, ouvert à la vie de quartier, dans un environnement sécurisant, exempt de LGBT-phobies, dans lequel les personnes LGBT vieillissantes n'ont plus peur d'être jugées, discriminées ou stigmatisées en raison de leur orientation sexuelle ou leur identité de genre. », peut-on lire sur leur site. La première Maison devrait s'ouvrir à Lyon en 2024 puis devrait être déployée sur 10 ans dans d'autres villes de France, telles que Paris, Nantes, Bordeaux, Nice, Montpellier ou encore Lille et Strasbourg.

manières d'être une famille. Casser avec les représentations de la famille parfaite. Concilier vie privée et vie militante. Poser des questions spécifiques aux vécus des femmes lesbiennes. Témoigner de sa parentalité trans. Rendre légitime les existences, doutes, vulnérabilités, expériences, ressentis, etc. des parents queer. « Les lesbiennes continuent d'être invisibilisées. Même moi, en tant que lesbienne depuis l'adolescence, si j'arrive dans un nouveau boulot et qu'une femme à l'air hétéronormé me parle de ses enfants, je vais d'abord penser qu'elle est mariée à un homme. Alors qu'il n'existe pas que le schéma hétéro et patriarcal ! », scande Mireille Le Floch, membre de Femmes Entre Elles, militante féministe et lesbienne.

SILENCE AU TRAVAIL...

Elle brandit son homosexualité comme un étendard dès qu'elle en a l'occasion : « Quand je vais à un stage de yoga ou de développement personnel, sur 40 personnes, je suis la seule lesbienne. La seule lesbienne à le dire. » Elle l'affirme dans l'espace public ou semi public pour ouvrir la voie, donner l'opportunité à d'autres de le faire, si jamais elles n'osent pas, par peur des jugements, des insultes et menaces. « Aujourd'hui, on pense qu'il n'y a plus de problème autour de l'homophobie mais il y en a toujours ! », scande-t-elle. Et en effet, un rapport récent montre que les lesbiennes parlent très peu de leur orientation sexuelle et affective dans le cadre du travail. Pour la première fois en France – et en Europe – une enquête offre des données représentatives des femmes lesbiennes et bies (en couple homo) et des chiffres parlants concernant la visibilité en entreprise.

Cette enquête VOILAT (visibilité ou invisibilité des lesbiennes au travail), que l'on doit à l'association LGBTQI+, L'Autre Cercle, et à l'Ifop, révèle que 53% des personnes interrogées a subi au moins une discrimination ou une agression au cours de sa carrière professionnelle. Conséquences lourdes et directes sur la santé émotionnelle et mentale : elles sont 34% à avoir quitté leur travail et 45% à avoir eu des pensées suicidaires. Le rapport souligne également que 41% des répondantes ont vécu des moqueries ou des propos désobligeants qui leur étaient

personnellement adressé-e-s et 62% ont été témoins de termes lesbophobes sans qu'ils leur soient personnellement adressés. Ces ambiances malaisantes et discriminatoires entraînent un véritable frein à la visibilité lesbienne et bies dans le cadre professionnel et expliquent que les personnes concernées taisent leur orientation sexuelle et affective sur les lieux de travail.

Dans *Le génie lesbien*, Alice Coffin explique : « À l'université, en entreprise, dans les institutions, la République française estime que pour bien faire son travail, il faut être neutre. Ne pas afficher d'appartenance particulière. Être lesbienne en est une. Être noire en est une autre. On tolère que vous soyez lesbienne ou noire. À condition de ne pas le mettre en avant. C'est ce principe de « neutralité » qui sert de repoussoir. « La neutralité de l'État » est un concept solide-ment implanté en France. Théoriquement. Car l'État sort volontiers de sa neutralité pour mettre les drapeaux en berne et célébrer, en 2005, la mort d'un pape aux positions homophobes (Jean Paul II). » À propos du monde des médias, elle écrit : « Appliqué au journalisme, où règne déjà le mythe de l'objectivité, ce totem du neutre a des conséquences graves sur le recrutement ou l'encadrement des professionnels des médias et sur la qualité de l'information. Se dégager de ce mythe est une question de survie démocratique. J'ai été bâillonnée comme journaliste féministe et lesbienne. »

Les chiffres montrent que si elles en parlent, elles auront plutôt tendance à le dire à quelques collègues ayant à peu près le même niveau qu'elles et moins à leurs supérieur-e-s hiérarchiques. « Seul un tiers des femmes lesbiennes et bisexuelles est visible de l'intégralité de ses supérieurs. En creux, ces indicateurs permettent de prendre la mesure du chemin qui reste à parcourir pour que leur visibilité au travail ne soit plus un sujet. », indique l'enquête qui se poursuit sur une liste de renoncements « qui ont un coût psychique et émotionnel certain », comme par exemple le fait de ne pas participer à un événement organisé par le travail où les conjoint-e-s des salarié-e-s sont invité-e-s (41%), le fait d'omettre volontairement de parler

de ses activités « connotées LGBT+ » comme la Marche des Fiertés, un événement ou une soirée LGBT+ (44%), le fait de ne pas prendre de congés pour un PACS ou un mariage avec sa femme (34%), le fait de ne pas prendre des congés pour maternité ou parentalité (33%) ou encore le fait de ne pas indiquer le nom de sa conjointe sur la mutuelle, le plan d'épargne entreprise ou en tant que personne contact (38%). « J'étais à Belfort au début de ma carrière et j'ai ressenti l'isolement. On ne s'affiche pas en début de carrière, on ne veut pas être l'objet d'exclusion. Quand on est lesbienne et qu'on vit une rupture, c'est difficile d'en parler au boulot. L'isolement est important. C'est sûr que c'est plus facile quand on est dans les normes de la société. », explique Isabelle Siaud, présidente de FEE.

Ingénieure chez Orange, côté recherches, elle a pratiqué le féminisme durant toute sa vie, comme elle le dit, en côtoyant le monde masculin des matières scientifiques. « Au travail, je ne dis pas que je suis lesbienne. Par contre, j'ai un Facebook avec mon vrai nom sur lequel j'affiche mon militantisme. Je ne cache pas mon identité. Si on me cherche, on me trouve. Mais je ne fais pas une promotion de mon identité. Je ne suis pas obligée de la revendiquer. Je ne suis pas dans un affichage de l'identité lesbienne mais plutôt dans un affichage féministe car le problème vient de là : la société est régie par les hommes. », poursuit-elle, en précisant : « Je vais être à la tête d'un gros projet. Je voulais publier une photo de moi à la Marche des Fiertés avec un tee-shirt FEE et j'ai hésité par peur que mon patron change d'avis et donc de cheffe de projet. » Elle défend néanmoins l'idée que ce qui se passe dans la sphère intime reste dans la sphère intime. « Alice Coffin parfois, je la trouve trop violente. On n'est pas obligées de révéler ce qui se passe dans la vie privée... », affirme-t-elle.

LE PRIVÉ EST POLITIQUE

Ici, les points de vue divergent. Si toutes sont d'accord pour dire que la revendication de l'identité lesbienne ne doit pas être une injonction mais un choix et une affirmation de chacune, en revanche, elles affichent un discours

différent sur le côté politique de l'intimité. Car le fait de taire son identité lesbienne est encore majoritairement subi et non choisi, comme l'indique l'enquête VOILAT. Ainsi, Mireille Le Floch réagit : « Evidemment, le privé est politique ! C'est parce qu'on n'a pas encore l'égalité que je me nomme lesbienne. Parce qu'il y a encore des discriminations. Dans mon idéal, je voudrais me nommer « la vie qui me traverse », revendiquer ma tête, mon corps, mes jambes, mon amour, etc. Mais tant qu'il y a de l'invisibilité, des discriminations, de la souffrance, je pense que c'est important de le dire. On est d'accord que le privé, ça ne regarde personne. Mais ici, mettre le privé dans le public permet de se dire par exemple « ah mais oui, ma médecin est homo, je l'adore ma médecin, elle est super ! ». Comme ça, sans prosélytisme, ça permet de prendre en compte la diversité des manières de vivre. Il y a encore trop d'invisibilité et cela mène aux préjugés. »

Elle pointe l'absence de modèles. L'absence de représentations. Et rejoint alors le propos d'Alice Coffin à ce sujet : « Eh bien, moi, cela me regarde. Je suis passée à côté de dix ans de ma vie parce que je n'avais pas d'exemples de lesbiennes auxquels m'identifier. À cause de ceux qui confinent l'homosexualité à la sphère privée. Un quart des ados LGBT a déjà fait une tentative de suicide. L'absence de personnalités out en France a un lien direct avec l'écho donné à la haine de la Manif pour tous, le suicide des adolescents LGBT, le report systématique du vote de la PMA (elle explique d'ailleurs dans une autre partie du livre comment le débat s'est déroulé sans les lesbiennes, ndlr), les discriminations qui visent l'ensemble des minorités françaises et pas juste les homosexuels. La familiarité entraîne l'acceptation. Quand des politiques ont pour collègue un député gay, quand des journalistes ont pour consœur une reporter lesbienne, quand des sportifs ont un coéquipier homo, ils, elles hésitent avant de balancer une insulte homophobe. »

L'enquête sur les lesbiennes et les vies confirme : les leviers de la visibilité identifiés par les interrogées non-visibility reposent sur la visibilité de la présence d'autres personnes LGBT+



Aurora



© CÉLIAN RAMIS

au travail. Dans les explications données par les femmes lors des entretiens, réalisés par les bénévoles de l'association L'Autre Cercle, le sexisme apparaît en premier lieu. Les risques de discriminations dues au fait d'être une femme évoluant dans le milieu professionnel, teinté de la vision patriarcale encore aujourd'hui, rendent encore plus difficile la visibilité et génèrent une auto-censure spontanée des femmes concernées, précise le rapport qui pointe la peur de subir une double discrimination en se rendant visibles (la première étant la précarité et les faibles revenus des postes « féminisés »), la peur d'être hypersexualisées à cause du fantasme masculin et la peur d'être cataloguée « lesbienne de service ».

Un sentiment souvent partagé avec les hommes gays, à la différence que « dans certains cas, être gay peut apparaître comme positif, notamment dans le monde créatif par exemple, qui assoie une forme de légitimité. Or, ce « bénéfice » n'existe pas pour les lesbiennes, aucune situation ne permet de le valoriser dans l'imaginaire collectif. Elles ne bénéficient pas non plus des réseaux gays puissants associés car, de par

leur éducation notamment, elles développent moins une stratégie de réseau et n'ont pas l'habitude de revendiquer et de demander. »

Le sexisme s'affiche donc comme le ciment de cette invisibilité à laquelle se rajoute la spécificité d'être lesbienne et donc en dehors de la norme, celle-ci étant hétérosexuelle (blanche, valide, cisgenre, etc.). Les rôles modèles sont précieux, à tous les niveaux de la hiérarchie professionnelle et sociale, dans tous les secteurs de la société. « On a besoin d'expression des histoires d'amour lesbien au cinéma par exemple, comme dans *Portrait de la jeune fille en feu* de Céline Sciamma. », cite Isabelle Siaud, là où Mireille Le Floch prend pour exemple la série *Dix pour cent*, de Fanny Herrero : « On voit un couple de lesbiennes et c'est super mais ça reste de l'exception. Le fait qu'on le remarque montre bien que ce n'est pas banalisé. »

LE BONHEUR D'ÊTRE SOI...

Tout comme le terme lesbienne n'est pas banalisé. « Dans cette société hétérosexiste, on pense avec des mots. Les mots ont un impact structurel sur notre manière de penser. On ap-

prend à lire et à écrire de façon hétérosexiste. Le mal être vient quand on se dit qu'on est différent-e-s. Et on a besoin du sentiment d'appartenance par sécurité. », commente Mireille. Elle interroge : « Comment fait-on par rapport au groupe alors ?! À plusieurs, on devient plus fort-e-s. Quand je suis entrée dans l'association, je vivais avec ma compagne depuis 10 ans. Elle ne s'est jamais sentie lesbienne. Moi, à 23 ans, mon père m'avait rejetée, reniée. Je vivais cachée. Heureuse mais cachée. Je voulais rencontrer d'autres femmes comme moi et changer les mentalités. Et pour cela, il fallait se rendre visible. Pour moi, ça a été une grande découverte parce qu'à la télé, dans les documentaires, etc. je ne m'identifiais pas. Là, en arrivant dans FEE, on pouvait être soi-même et bien avec les autres. Et quel bonheur de pouvoir être soi avec d'autres ! C'est un bonheur banal mais un bonheur ! »

Un bonheur qui participe à la construction de l'identité de femme, de lesbienne. « Et si on est plus fortes collectivement et qu'on acquiert de la visibilité collective, on devient plus fortes individuellement, dans nos vies, auprès de nos familles, nos entourages, nos boulots, etc. Ce qui n'est pas nommé n'existe pas. Alors, au sein de FEE, on s'est nommées lesbiennes dans les statuts et on s'est rendues visibles au monde. Puis on est allées vers la mairie pour obtenir des subventions. On a obtenu la première en 1994, je peux vous dire que ça a fait grand bruit ! Il y avait même un tract du FN qui disait que les impôts locaux étaient gaspillés en nous donnant de l'argent... On a fait ajouté le terme Lesbian à la Gay pride parce qu'il n'y était pas alors que les femmes participaient à la Marche ! Et puis, on a eu un stand comme les autres à l'occasion du 8 mars plus tard. On voyait bien qu'on dénotait. Que tout le monde n'était pas habitué à rencontrer des lesbiennes... On a continué encore et encore à se rendre visibles. », scande la militante.

Se nommer pour exister, se rendre visible pour exister. Pour casser les clichés et élargir le champ des possibles. Et donner la possibilité de nommer : « Une lesbienne va avoir la capacité de dire qu'elle est lesbienne si on lui donne

l'espace pour le dire. Je suis psy et je travaille dans une structure médico-sociale. Quand je rencontre une personne, je lui demande où elle en est au niveau affectif en posant la question « Vous êtes avec une femme ? Avec un homme ? ». Sans préjugé, on peut donner l'espace pour parler. »

LA PEUR DES MOTS...

Sinon encore une fois, on participe à l'invisibilisation toujours très marquée et très forte dans le langage. Encore une fois, la journaliste, essayiste et activiste lesbienne Alice Coffin pointe l'angoisse que le terme lesbienne provoque. Dans *Le génie lesbien*, elle commente : « Le mot « lesbienne » fait peur. Lesbienne, lesbienne, lesbienne, lesbienne. L'écrire, le dire, est une transgression, une émancipation, une révolution. Le terme terrifie. Les lesbiennes elles-mêmes répuugnent parfois à l'employer. » Plus jeune, elle se dit que c'est parce qu'il sonne mal à l'oreille. Elle réalisera plus tard que nombreuses sont celles qui pensent comme ça, révélant ici une problématique latente qui se démontre jusque dans le titre de la série *The L Word*, de la même manière que l'on dit à demi mots « the F word » pour ne pas dire Fuck, ou ici Lesbian. Les médias, les politiques, etc. préféreront parler de « couple féminin », à l'instar d'Edouard Philippe dans une émission consacré à la PMA pour toute-s, ou de « fascinante amitié », à l'instar de certains journaux proposant une critique du film de Céline Sciamma, *Portrait de la jeune fille en feu*. Ce qui sera repris et calqué sur les histoires d'amour hétéros : « Roméo et Juliette. L'histoire de la fascinante amitié entre deux jeunes gens à Vérone » ou « Jack et Rose, une fascinante amitié nouée juste avant le naufrage du Titanic ». Ça fait sourire de prime abord. Puis, ça refroidit sévèrement. Parce que la lesbophobie est criante.

Elle analyse ensuite : « Ce qui définit la lesbophobie, outre le sexisme, outre l'homophobie, qui en sont les composantes, c'est l'invisibilisation. Faire en sorte que les lesbiennes n'existent pas, n'existent plus, en commençant par usurper leur nom. Le leur voler. Ou le rendre imprononçable. Je ne connais pas d'autres minorités qu'on efface à ce point. La responsable d'une

grande organisation LGBT internationale tentera de m'expliquer la chose : « Tu comprends, tout le monde a l'impression que les lesbiennes sont toujours contre. » Contre ? Nous, on est contre ? Nous, qui donnons de notre temps, de notre argent, de notre bien-être pour toutes les causes sans nous occuper de nous-mêmes, nous serions contre ? »

Elle démontre même comment les algorithmes des GAFAs pervertissent l'appellation lesbienne, dit-elle, allant jusqu'à bloquer les mails envoyés par la Conférence Lesbienne Européenne, les reléguant au rang de courrier indésirable à cause de la mention lesbienne. Les associations ont mené bataille et obtenu gain de cause auprès de Google qui a modifié ses paramètres. « Désormais, on ne tombe plus sur des scènes de sexe destinées aux hommes hétéros lorsqu'on tape « lesbienne » dans la barre de recherche du Google français. Mais cela a été le cas pendant des années et ça l'est toujours dans de nombreux pays. Toute la problématique lesbienne, tout le pouvoir du patriarcat est là. Les lesbiennes ne peuvent se renseigner sur

leur actualité, chercher des informations sur leur histoire, parce que des hommes ont occupé et confisqué leur terrain pour satisfaire leurs désirs. Le mot « lesbienne » invisible partout ailleurs, est le plus visible des mots, le plus recherché, sur les sites de cul. », poursuit la journaliste.

REVENDIQUER SA FIERTÉ

Même discours du côté d'Elsa, du compte Mathergouinité, qui regrette que « le mot lesbienne renvoie à des contenus pornos sur internet... ». Dans l'intitulé, elle et Lisa affirment leur appartenance à la communauté queer : « On part de qui on est nous. Et nous, on est gouines. Gouine inclut les lesbiennes, les bi-e-s, les trans, les non binaires, etc. » Au même titre que pute, PD ou queer, l'appropriation de l'insulte gouine permet d'inverser le stigmate. « C'est un mot que seules les lesbiennes, les queer peuvent utiliser. Ce serait super gênant que les hétéros le disent. C'est une dimension très politique pour nous. On est fières d'être gouines. C'est au cœur de ce qu'on est nous, de ce qui nous fait penser le monde. C'est hyper fort de se dire gouines ! Ça veut dire qu'on ne s'excuse pas d'être nous ! Et puis,

le terme apporte la dimension queer incluant les trans les gouines et les pédés, un groupe dans lequel on se retrouve. Le mot lesbienne est chargé aussi et c'est important d'utiliser ces deux termes politiques. », analysent-elles avant d'ajouter : « Le mot gouine passe crème chez les lesbiennes, ça se voit dans les podcasts ! » Et ce n'est pas Juliette qui dira le contraire. Avec d'autres militantes lesbiennes, elle anime la très qualitative émission de radio *Gouinement lundi*, diffusée chaque 4ème lundi du mois sur Fréquence Paris Plurielle (à écouter également sur les plateformes de podcasts et sur leur site).

LE POUVOIR DES MOTS !

Elle a rejoint le projet en 2016. Il était lancé depuis déjà un an, porté par plusieurs associations comme SOS Homophobie, Yagg, l'inter-LGBT et Fières, structure dans laquelle elle a commencé à militer. « Le constat était qu'au sein même du milieu LGBT, il y avait peu de représentations lesbiennes. Radio Fréquence Plurielle a proposé un créneau par et pour les lesbiennes en réponse à ce manque d'espace dans les médias mainstream et communautaires pour la parole des lesbiennes et bies, cis et trans. », explique Juliette. L'équipe travaille d'arrache pied à l'accessibilité de l'émission. Si les militantes rendent visibles les parcours, les joies et les difficultés des lesbiennes, elles n'en oublient pas de les rendre audibles également. « On fait attention au langage, ne pas utiliser le jargon du militantisme, bien expliquer les choses, ne pas faire de l'entresoi parisien. L'idée, c'est qu'une jeune de 14 ans dans la Creuse puisse nous trouver sur internet, nous écouter et nous comprendre. », précise-t-elle.

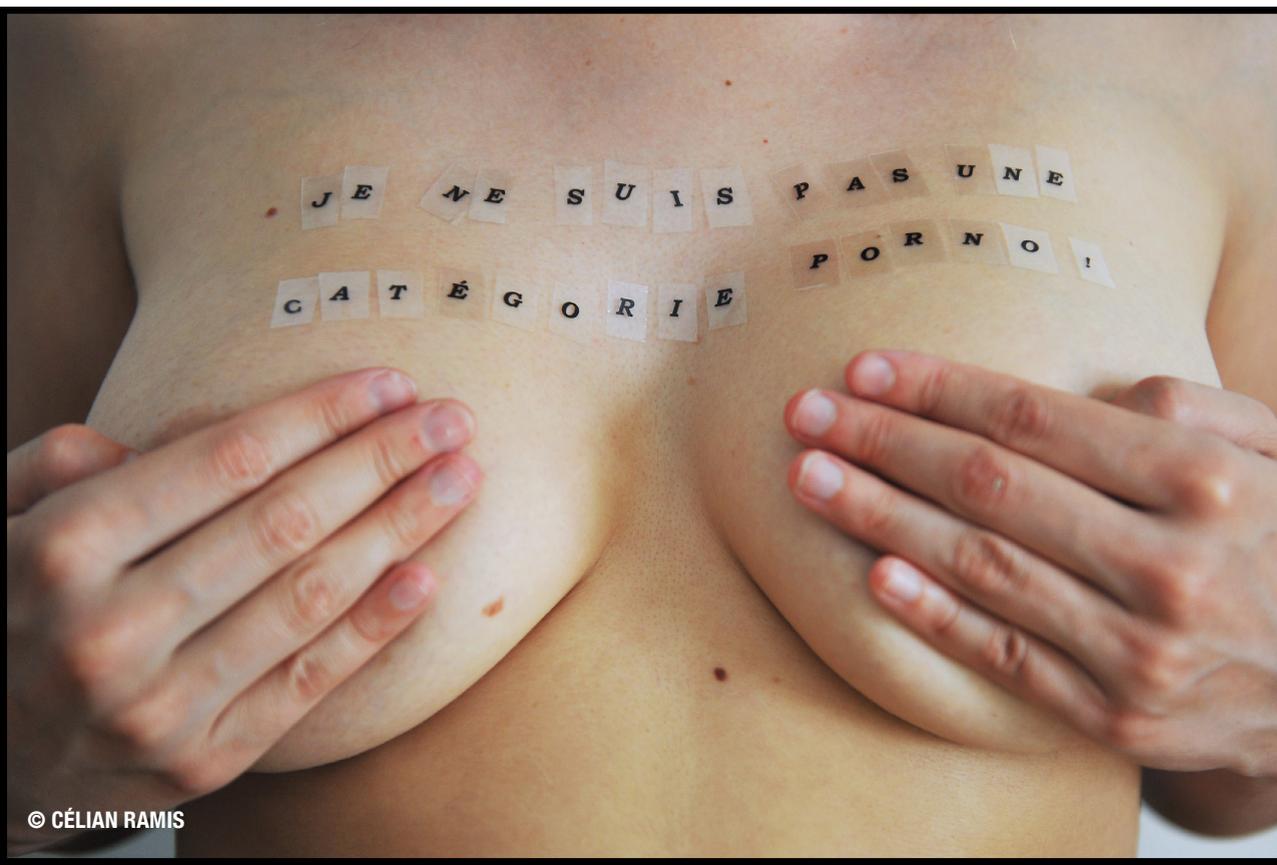
À travers les mots, elles donnent à entendre la culture lesbienne. À travers la parole des concerné-e-s, elles donnent corps à leurs existences. « Et on existe depuis longtemps ! », rigole-t-elle, en poursuivant : « On est plutôt pas mal en terme de visibilité. On constate une croissance de nos écoutes. Par mois, on est entre 2 000 et 3 000 écoutes. Alors, on n'est pas très écoutées du grand public, par contre, on est bien référencées et c'est ça qui compte : servir à celles et ceux qui font des recherches sur internet. On est dans une niche en fait. Les

retours sont touchants et chaleureux. On propose des sujets qui parlent des lesbiennes, cis et trans, avec des réflexions qualitatives, et les gens nous disent qu'ils découvrent des choses et s'identifient aussi. En fait, ça nous donne un lien, on existe et on se retrouve dans des références communes. »

Elle le dit sans détour, *Gouinement lundi* répond à un besoin. La violence envers les lesbiennes, physique comme verbale, est quasi quotidienne et insidieuse. L'érotisation, la « tolérance » de la société, les insultes, les remarques, les regards, les jugements. Alors, elle revendique haut et fort et avec beaucoup de fierté la qualité de leur émission : « On est légitimes, on existe et on ne va pas s'excuser d'exister ! Je dis toujours qu'on fait une super émission : aucune modestie ! En tant que femme, on apprend à ne pas faire de vague, à faire taire son ego... En tant que lesbienne, on intègre ça et en plus on doit se cacher à cause des agressions LGBTIphobes qui sont en hausse, l'érotisation, etc. J'aime bien fracasser tout ça moi ! J'aime bien utiliser le terme gouine. Se réapproprier les insultes, le stigmate, c'est classique chez les minorités opprimées. Alors oui, on est ouf, intelligentes, drôles, on offre du réconfort, on crée l'impulsion et de la fierté aussi. C'est le sous titre de l'émission « Votre phare dans la nuit ». On ne s'excuse pas, on est géniales et on est là ! »

AFFIRMER SA FIERTÉ

Fierté d'être, fierté de faire, fierté de donner la parole à celles qui l'ont peu, voire pas du tout. Fierté d'explorer des sujets majeurs. Pas de frilosité, *Gouinement lundi* n'hésite pas à aborder des thématiques qui fâchent ou qui divisent mais jamais sous l'angle de la polémique stérile et futile. « Il y a des tabous au sein de la communauté. Etre lesbienne, c'est plutôt confortable quand on est cisgenres, blanches, pas précaires, valides, normée dans son corps... comme c'est mon cas. Mais il y a de la réelle transphobie chez les lesbiennes aussi, on l'a vu l'an dernier avec les TERF dans la Pride. Et puis, il y a du racisme aussi. Les lesbiennes les plus représentées ne sont pas racisées. On essaye d'aborder ces tabous dans l'équipe et dans l'émission. Certaines ne se sentent pas légi-



times et d'autres se disent qu'il faut les mettre sur la table pour briser le tabou. », commente Juliette. Pour elle, l'essentiel, c'est « de porter les voix des personnes concernées ». C'est la manière dont elle aime pratiquer son « militantisme gouine ».

Casser les clichés, les envoyer bouler, jouer et frapper un grand coup dans la fourmilière. Ou dans le ballon, par exemple, comme le font Les Dégommeuses qui fêtent cette année leurs 10 ans. Elles expliquent que malgré la médiatisation de plus en plus importante des compétitions féminines, la pratique du football reste encore stigmatisée lorsque l'on est une femme et cette stigmatisation redouble pour les personnes lesbiennes, trans ou non binaires. « En effet, d'une part, différents clichés et fantasmes ont encore cours sur les équipes de sport collectif comme possible lieux de « conversion » à l'homosexualité féminine. D'autre part, pour promouvoir le foot féminin, les clubs et fédérations ont tendance à mettre en avant dans leur communication uniquement des sportives adoptant un look et des attitudes conformes aux normes de genre (féminines, sexy, en couple hétéro, mères de famille...) et à dévaloriser toutes les autres (lesbiennes, bi, trans, mais aussi femmes hétéros ne correspondant pas au modèle traditionnel de la féminité). », peut-on lire sur leur site.

Cela entraîne là encore une forme d'injonction au silence des lesbiennes, des personnes trans ou non binaires. Plus pernicieuse car implicite. On retrouve ici les mêmes rouages que dans l'enquête VOILAT. Dans le football amateur, même combat signalent Les Dégommeuses : « sous-entendus, blagues lourdes, vexations, insultes ou discrimination au moment des sélections ne sont pas rares. Et cela est d'autant plus problématique que ces comportements sont souvent le fait de dirigeants et d'éducateurs sportifs censés donner l'exemple aux plus jeunes. »

C'est dans ce contexte qu'elles ont décidé de fonder une équipe de football accueillante et inclusive. Pour visibiliser les personnes marginalisées, opprimées, éloignées des terrains et de la pratique sportive en raison de leur orientation sexuelle et affective, de leur identité de genre ou

encore de leurs origines réelles ou supposées. Elles défendent profondément l'égalité entre les femmes et les hommes, entre les homos et les hétéros, entre les cisgenres et les transgenres, etc., la volonté de partir des joueur-ses concerné-e-s et de leurs expériences sur le terrain pour engager des actions de sensibilisation et de plaidoyers et d'aborder conjointement les problèmes liés au sexisme et à l'homophobie et à toutes les autres discriminations (racisme, classisme,...). Ainsi, « les personnes trans, précaires, réfugiées, racisées, en situation d'exclusion familiale, sont prioritaires au moment des inscriptions. Différentes mesures sont prises pour encourager la diversité dans les prises de paroles publiques de l'association et dans la composition de ses instances représentatives. »

CRÉER DES ESPACES DE SOCIABILITÉ

Les Dégommeuses partagent également un lien social fort, comme le souligne également Juliette de Gouinement lundi. En dehors de l'émission, c'est aussi une opportunité de se créer des espaces et des moments de sociabilité, de créer des liens et des rencontres avec d'autres lesbiennes « que ce soit pour des amours, des amitiés, des histoires de sexe... » et enrichir son réseau. Ce qui correspond également aux discours recueillis au sein de Femmes Entre Elles. C'est d'ailleurs ce qui a motivé Isabelle Siaud à les contacter : « J'avais envie de rencontrer d'autres femmes lesbiennes. A Paris, j'ai un peu côtoyé le milieu associatif mais j'avais beaucoup de boulot. Et puis, j'étais bien dans ma vie, j'étais avec une femme. Au moment de la rupture, je me suis tournée vers le milieu lesbien rennais. Je me suis retrouvée rapidement dans le bureau puis présidente de l'asso. J'aime bien monter des activités, j'avais envie de m'investir. C'est chouette de faire des activités ensemble, être à l'écoute des adhérentes et de soutenir les initiatives. » Ce qui lui plaît : « Être un lieu d'accueil chaleureux qui permet une vraie reconnaissance aux femmes lesbiennes. Contre l'isolement et pour les rencontres, le milieu associatif est fondamental. On travaille beaucoup sur la visibilité lesbienne, la convivialité et les arts et la culture. On a monté des activités avec d'autres assos qui sont lesbiennes et d'autres

assos qui ne le sont pas. Et c'est une avancée intéressante parce qu'on garde toujours notre identité propre, on n'est pas invisibilisées par d'autres identités, par le mélange. »

La structure tend de plus à plus à développer l'aspect de partage et de rencontres sur des temps de soirées ou de week-ends. Découverte des algues, apéros, cuisine partagée, sortie en mer, kayak, poterie, danse... La présidente insiste sur les notions de soutien, d'affinités, d'amour et de ruptures : « Les femmes sont belles entre elles et ensemble ! » Empouvoirement, créativité, force, joie, solidarité sont autant de valeurs et de concepts qui reviennent fréquemment dans les témoignages. Pour les fondatrices et animatrices du compte Matergouinité, il y a eu rapidement l'envie d'aller plus loin que le lien créé par le réseau social

sur lequel elles postent. Elles ont ainsi lancé un groupe Discord « afin de créer des ponts dans la vraie vie, d'organiser des actions en dehors des réseaux. » Militer ensemble mais aussi profiter de ce bonheur banal exprimé par Mireille Le Floch. « C'est très bien de montrer des photos mais on veut créer des ponts pour s'accorder sur des luttes concrètes, se donner rendez-vous pour rompre la solitude. », souligne Lisa, rejointe par Elsa qui complète : « On part aussi en vacances, dans un camping écolo dans les Cévennes. Sur 2 semaines, on propose un groupement de parent-e-s lesbiennes et queer pour des vacances de rêve ! On vient de différentes régions de France, on ne se connaît pas tou-te-s mais ça va être super chouette !!! »

LA QUESTION DE L'INCLUSION

S'allier autour des spécificités communes et



© CÉLIAN RAMIS

des luttes militantes partagées, c'est renforcer le collectif, renforcer la minorité opprimée pour en faire jaillir sa puissance. Mais c'est aussi l'occasion de rencontrer des personnes dans leurs individualités sans la crainte du jugement, sans la peur de la mise à l'écart, sans la menace d'être à nouveau invisibilisée. Pour autant, elles en témoignent quasi toutes, la communauté lesbienne n'est pas exempte de préjugés et stéréotypes discriminatoires. Une remise en question des privilèges blancs, cisgenres et valides notamment est à faire ou à poursuivre pour assumer un mouvement plus inclusif encore. Pour une réelle prise en considération des croisements qui s'opèrent de manière exponentielle à mesure que l'on s'éloigne de la norme établie.

Pour davantage multiplier les représentations, à l'instar des Prides radicales qui naissent et fleurissent depuis plusieurs années, revendiquant le côté plus politique des existences LGBTIQ+ en parallèle et complément des Marches des Fiertés qui affichent un côté plus festif, tout en restant un événement militant marquant. Les voix de la marge s'élèvent et celles des lesbiennes émergent constamment dans les mouvements féministes et queer. De leurs vécus et expériences vient le soubresaut, naît l'électrochoc. L'invisibilisation subie de toute part n'est pas anodine ou révolue. Elle cristallise la volonté de faire taire les récits et trajectoires proposées par le lesbianisme qui entend se débarrasser de tous les résidus du patriarcat, non dans le sens d'une destruction physique mais bel et bien dans celui de la déconstruction des injonctions normatives perpétrées par le modèle hétérosexuel.

Dans *Réinventer l'amour – comment le patriarcat sabote les relations hétérosexuelles*, la journaliste et essayiste Mona Chollet revient sur les contraintes à l'hétérosexualité et le soulagement des lesbiennes à y échapper. En parlant d'Adrienne Rich, elle écrit : « Elle y déplorait que l'existence lesbienne ait été « effacée de l'histoire ou reléguée à la rubrique des maladies », ce qui empêche de reconnaître que l'hétérosexualité « peut n'être en rien une « préférence » mais quelque chose qui a dû être imposé, dirigé, organisé, répandu par la propa-

gande et maintenu par la force ». » Elle poursuit : « Dans son livre *La tragédie de l'hétérosexualité, l'essayiste américaine Jane Ward confie, comme Despentes, son soulagement d'échapper à la « culture hétéro » (straight culture), à son conformisme, son ennui, ses oppressions, ses déceptions et ses frustrations ; un sentiment largement partagé autour d'elle, dit-elle. »*

En effet, en 2017, l'autrice et réalisatrice Virginie Despentes lâchait être devenue lesbienne à 35 ans et évoquait à sa manière cinglante et éloquente ce que cela avait provoqué en elle. Ainsi, elle chamboule les mentalités : « *Sortir de l'hétérosexualité a été un énorme soulagement. Je n'étais sans doute pas une hétéro très douée au départ. Il y a quelque chose chez moi qui n'allait pas avec cette féminité. En même temps, je n'en connais pas beaucoup chez qui c'est une réussite sur la période d'une vie. Mais l'impression de changer de planète a été fulgurante. Comme si on te mettait la tête à l'envers en te faisant faire doucement un tour complet. Woufff ! Et c'est une sensation géniale. On m'a retiré quarante kilos d'un coup. Avant, on pouvait tout le temps me signaler comme une meuf qui n'était pas assez ci, ou qui était trop comme ça. En un éclair, le poids s'est envolé. Ça ne me concerne plus ! Libérée de la séduction hétérosexuelle et de ses diktats ! D'ailleurs, je ne peux même plus lire un magazine féminin. Plus rien ne me concerne ! Ni la pipe, ni la mode. »* Scandale en haut lieu à la suite de ses propos relatés dans le journal *Le Monde*.

UNE RÉFLEXION PROFONDE

Le lesbianisme radical, dit aussi lesbianisme politique, met les pieds dans le plat depuis longtemps et secoue la marmite. Le fond du discours n'a pourtant rien de choquant. Une refonte en profondeur du système patriarcal s'impose pour libérer les consciences. Les lesbiennes affirment leurs existences et leurs fiertés. Elles ont raison. Elles écrivent, théorisent, agissent, parlent, scandent, luttent, lèvent le poing, tapent du pied, shootent dans le ballon, prennent le micro, en n'oubliant surtout pas de le tendre, proposent des activités de loisirs, culturelles, sportives et artistiques, partagent des instants de sociabilité, témoignent de leurs difficul-



tés spécifiques au croisement du sexisme et de l'homophobie auxquels s'ajoutent encore d'autres discriminations selon l'endroit (identitaire, géographique, psychique, etc.) où on se situe, réfléchissent aux chemins de déconstruction, œuvrent au fonctionnement de la société et son évolution... Elles sont partout mais ont majoritairement intégré que pour survivre, il fallait se taire. Vivons libres, vivons cachées... Ras-le-cul ! Ne plus silencier les concerné-e-s. Les écouter. Les prendre en compte. Réelle-

ment. Pas au nom de la tolérance... Pas uniquement le 26 avril à l'occasion de la Journée de la visibilité lesbienne. Pas seulement au mois de juin, lors des Fiertés. Au quotidien. Dans tous les secteurs de la société. Pour la pluralité des identités et la liberté d'être qui on est.

L'UNIVERS ENGAGÉ

de STEELY EYED CAT

C'est dans une dark pop aux allures et sonorités punk que nous emmène Steely Eyed Cat, musicienne et compositrice rennaise aux textes engagés et féministes. Injonctions à des normes oppressives et obsédantes, violences sexuelles, sentiment d'illégitimité... elle chante et dénonce les fléaux d'une société patriarcale et leurs conséquences sur la santé physique et mentale.

Elle est parolière, compositrice, chanteuse et musicienne. Elle crée ses morceaux mais aussi ses clips, empreints de l'imaginaire de l'étrange, dans leur production et atmosphère. Au fur et à mesure, Tiffany Coisnard construit son projet solo : Steely Eyed Cat. Avec elle, on a parlé de la difficulté à se sentir légitime dans un groupe de musique en tant que femme entourée d'hommes, de son parcours musical, de ses choix et influences artistiques, des diktats à la féminité unique, réductrice et destructrice, de consentement et de culture du viol, d'endométriose... Steely nous livre sans détour ses doutes et ses vulnérabilités et à travers ses failles, témoigne d'une forte détermination et d'une intime résilience. En filigrane de cet entretien, c'est l'égalité des chances, la solidarité, l'entraide, le non jugement, l'écoute et la bienveillance qu'elle prône. La liberté d'être qui on est et de pouvoir l'exprimer.

L'ENJEU DE LA LÉGITIMITÉ

Elle voulait faire du punk alors elle a pris des cours de basse, avec la talentueuse Vicky Veryno, pour être à l'aise avec l'instrument, et a formé un groupe, les Rusty Beers, avec un musicien nantais. Ensemble, ils naviguent dans un « punk classique des années 70 et 80 ». L'arrivée d'un nouveau guitariste leur fait prendre un tournant garage, ce qui l'anime légèrement moins. Mais ce n'est pas ce virage qui lui fait prendre la décision de quitter la formation au bout d'un an, c'est la difficulté qu'elle éprouve à trouver sa place dans le groupe. « Ce n'est pas

un reproche envers eux. Prendre part à la création, m'imposer... En tant que femme, j'avais du mal et j'avais tendance à me mettre dans mon coin. Je n'arrivais pas à développer mes idées si je pensais que ça ne les intéressait pas. C'était mieux que je parte. », explique-t-elle.

Elle s'intéresse au piano, un instrument « financièrement compliqué », alors elle suit des tutos sur Youtube, « mais ça apprend aussi les mauvais réflexes. » Elle s'investit dans un groupe lancé avec deux amis mais à nouveau se confronte à ce sentiment persistant d'illégitimité : « Même s'ils n'avaient aucune volonté de me faire sentir comme ça, de fait, je le ressentais. Eux, ça faisait 15 ans qu'ils pratiquaient la musique, ils connaissaient très bien les micros, les techniques, les effets, etc. Je me sentais un peu nulle, comme un poids. Pendant les répétitions, on prenait du temps pour que j'apprenne. C'est le décalage des capacités qui me faisait me sentir mal à l'aise. » Elle quitte la formation, consciente qu'il ne s'agit pas d'un souci personnel mais bien d'un problème systémique. Dans les arts et la culture, il est désormais admis qu'une disparité dans l'accès à des lieux de répétitions et la pratique des instruments existe et subsiste entre les filles et les garçons qui ne sont à l'enfance et l'adolescence pas éduqué-e-s, encouragé-e-s et valorisé-e-s de la même manière. Dans un état d'esprit Riot Grrrls, elle poursuit sa route : « J'ai mis une annonce sur EasyZic mais il n'y avait que des mecs qui répondaient. Je souhaitais me retrouver avec des



© CÉLIAN RAMIS

femmes, des personnes non binaires ou trans. J'avais envie de jouer avec des personnes qui connaissent ces barrières, qui connaissent ces freins. J'ai cherché pendant deux ans. Des meufs ont répondu mais ça n'a pas collé soit en raison de complications géographiques, soit de divergences politiques, concernant le fémi-

nisme. » Tiffany Coisnard opte pour l'empouvoirement par le projet solo. C'est la naissance de Steely Eyed Cat.

LA DIVERSITÉ DES INFLUENCES

Grâce au matériel d'enregistrement dont dispose ATKS, son compagnon et producteur de



musique, elle s'initie aux démos et produit des essais très punk, jamais postés. Par peur de ne pas être légitime : « *Et là, j'en ai eu marre de ce sentiment, j'en ai eu marre de me mettre des bâtons dans les roues. J'ai pris des cours de chant pour prendre confiance en moi. Avec mon copain, on s'est lancé un challenge : composer un morceau, le finir en une journée et le poster. C'est là que « Moving on » est sorti.* » S'il n'est pas représentatif de son univers artistique, il a le mérite de susciter chez elle le déclic. Elle réalise ses capacités, le travail est payant et sa collaboration avec ATKS qui l'aide et la conseille dans ses choix et les moyens techniques – informatiques, notamment – contribue à l'émanciper artistiquement.

Sa ligne de base, elle la définit dark pop post internet. « *C'est hyper large !* », rigole-t-elle, en précisant : « *C'est dans la case générale pop rock* ». Elle s'inspire de ce qu'elle aime, de ce qui la touche. L'emo rap, le cyberpunk, l'électro pop... tout un tas de sous genres de

la pop, alternatifs et undergrounds, comme elle le dit. Par dessous tout, ce qui l'anime dans la musique, c'est le croisement des genres, de pouvoir puiser à droite à gauche sans forcément coller une étiquette sur un morceau ou un album. « *Je préfère en fait parler des personnes qui m'influencent, c'est plus parlant au niveau de l'état d'esprit je trouve. J'aime beaucoup Bjork par exemple et elle, quand vous allez sur sa fiche Wikipédia, il y a tout un tas de genres, elle ne s'inscrit pas dans un genre en particulier.* », signale Tiffany. Elle cite aussi Katie Jane Garside, « *une Riot Grrrl qui a eu plein de projets et de groupes différents* », et Zheani, artiste « *trap metal hyper pop qui réussit à mêler plein de genres différents* ».

La diversité des styles et des esthétiques se retrouve et s'entend dans le second morceau qu'elle compose et écrit, passant d'un esprit pop punk à un beat au style trap. Et participe à la richesse de « The cage you live in », dont le clip a été publié sur Youtube en avril dernier. Elle aborde ici la souffrance ressentie et vécue

par une personne qui ne correspondrait pas à ce qui est attendu. Difficile de passer à côté de la dimension féministe du propos...

LA THÉRAPIE PAR L'ÉCRIT

Si on connaît les vertus cathartiques procurées par l'écoute de musique, il en est de même pour la création des musiques. « *C'est très thérapeutique, la musique accompagne tout. J'aime réfléchir à plein de choses et la musique accompagne toutes mes réflexions. Les émotions sont reliées à des musiques. Et écrire, c'est très thérapeutique aussi. Ça guérit ! Au lieu d'écrire un journal intime, j'écris des paroles. Ça permet de mettre de la distance entre ce que tu écris et ce que tu vis.* », confie Steely Eyed Cat. Son point de départ réside majoritairement dans un vécu personnel, une tension, une souffrance, un mal être. « *Jeter des émotions sur le papier, je trouve que ça m'aide à comprendre ce qui se passe, ce que je traverse. La difficulté par contre, c'est qu'il est rare de ressentir qu'une seule émotion à la fois, et ça c'est hyper dur à faire comprendre*

à travers les mots. Parce qu'ils ne sont souvent pas suffisamment riches pour ça. Et c'est là tout le travail d'écriture. », s'enthousiasme-t-elle.

S'approcher au maximum du ressenti exact tout en prenant de la distance par rapport au vécu décrit, trouver les mots justes mais aussi l'endroit global qui fera résonner une expérience personnelle dans un sentiment collectif, ouvrir le champ des possibles « *pour que ça parle aux gens sans qu'ils ne vivent forcément cette situation.* » et transmettre le message. Ici en l'occurrence celui du ras-le-bol des injonctions à la beauté et « *de la manière dont on peut se sentir coincé-e dans les attentes inatteignables et destructrices de la société.* » Elle le dit, elle a pourtant un physique qui correspond à la norme. Blanche, mince, « *avec un handicap mais il ne se voit pas.* » Les diktats sont forts et ancrés : « *On est toutes éduquées à avoir honte de notre physique. On s'habitue tellement à ces injonctions qu'on s'y plie pour souffrir le moins possible...* » C'est néanmoins le contraire qui se

produit de son côté. Incapable de sortir de chez elle sans maquillage, elle développe une obsession autour de son physique, attaqué de toute part par son compagnon de l'époque. « À être irréprochable physiquement, je passais pour superficielle, c'était épuisant. Je voulais parler de l'enfermement créé par ces injonctions et de comment on les intègre en tant que moyens de survie pour se sentir au plus proche des attentes de la société. Parce que c'est super malsain. Je voulais en parler pour m'en séparer. Bon, je ne suis pas entièrement libérée à ce niveau-là mais j'ai fait du chemin. », commente la musicienne.

ROMPRE AVEC LA CULTURE DU VIOL

Le féminisme l'aide, c'est indéniable : « Plus tu prends conscience de ce qui t'enferme, plus t'as envie de dire « Va te faire foutre » ! » C'est vertigineux de mettre un pied dedans puisque le mouvement démontre et dénonce un système inégalitaire, basé sur la domination d'un sexe sur l'autre, et toutes les injustices qui en découlent. Mais c'est aussi précieux pour s'offrir plus de bienveillance, de confiance et d'indulgence. Envers soi, comme envers les autres, comme Tiffany Coisnard le souligne. « J'ai beaucoup plus de curiosité et d'acceptation en cas de désaccord. Il y a plein de vécus et d'histoires différentes qui s'expriment dans le féminisme. C'est un engagement qui rassemble les femmes et les personnes opprimées. », précise-t-elle. Et dans le monde de la musique, qui reste encore un bastion de la virilité masculine, même combat. Alors, elle puise dans son militantisme pour exprimer sa pensée dans ses chansons.

La prochaine, intitulée « Sunshine nightmare » aborde notamment la question des violences sexuelles, en particulier le viol subi par une personne en état d'inconscience (parce qu'elle dort, parce qu'elle est alcoolisée, parce qu'elle est droguée...) « Tous les viols se ressemblent dans le sens où ils viennent tous du même problème, de la même racine (le patriarcat) mais aucun n'est le même, aucun ne sera ressenti de la même manière. Tous sont horribles. J'ai souhaité dans cette chanson ne pas faire des paroles limpides pour que chacun-e y trouve son compte, pour que quelqu'un-e qui a vécu autre chose que moi puisse s'y retrouver. » Elle

s'insurge contre la culture du viol qui aujourd'hui encore banalise cette violence sexuelle avec l'idée du corps des femmes à disposition des hommes. « Je veux surtout parler des conséquences. Ça ne dure pas juste le temps de l'acte, il y a des conséquences sur la santé. Ce que tu fais à mon corps, tu le fais à mon esprit également. On a besoin de se faire aider après ça et au niveau médical, cette aide va parfois nous élever mais parfois nous enfoncer. Il faut remettre en question le pouvoir des institutions et notamment médicales tout comme il faut prendre conscience qu'elles sont parfois un levier positif. », précise-t-elle.

Son clip sortira, sur Youtube et toutes les plateformes de streaming, le 2 septembre prochain. A l'instar de celui de « The cage you live in », il en ressort l'esprit Do It Yourself dans lequel baigne Steely Eyed Cat et qui relève de l'époque Riot Grrrls. Elle a pensé les métaphores, signé le scénario, réalisé de nombreux accessoires, géré les lieux de tournage, embauchée une réalisatrice – qui avait filé un coup de main sur le premier clip au moment du montage – et a imprégné encore une fois son esthétique « imaginaire de l'étrange » sur un récit très réaliste.

FIERTÉ EMANCIPATRICE

Pour la suite, elle envisage d'aborder la thématique de l'endométriose, maladie chronique qui touche une personne ayant un utérus sur 10, dont elle est atteinte : « J'aimerais en parler parce que ça prend pas mal de place dans la vie et ça empêche beaucoup dans la vie artistique. Quand t'es une femme dans la musique, avec tous les problèmes de légitimité dont on a parlé, avec des crises à répétition dues à la l'endométriose, c'est déjà ouf de faire toutes ces choses ! » C'est là son message d'espoir. Parce que malgré les difficultés, elle est là, présente, déterminée à avancer. Ce qui ne doit pas être une injonction lancée aux autres personnes vivant une situation similaire ou presque. Mais réaliser le chemin parcouru lui permet d'affirmer sa fierté à être là où elle en est et d'afficher sa volonté de continuer. Ça lui fait du bien. Ça nous fait du bien. Parce que son propos artistique et militant contribue à l'évolution des mentalités. Mais aussi parce qu'on aime entendre sa musique !

LABEL MINOUCH

Musicienne, plasticienne, chanteuse et conteuse, Oriane Marsilli, alias Ladylike Lily, a fondé le label Minouch, une maison de disques et de production de spectacles à destination du jeune public, dédiée à l'accompagnement et la valorisation des créatrices, futures ou jeunes mamans. L'artiste participe à l'émergence d'un nouvel écosystème musical protégeant et fédérant les femmes ne souhaitant pas choisir entre carrière artistique et vie de famille. Le label Minouch s'attache à défendre des projets aux valeurs humaines à travers la poésie, la rêverie et l'émerveillement face aux vivants.

À FAIRE

• Les 6 et 7 septembre, le Jardin Moderne accueille *Let in the light*, une exposition photographique signée Karine Baudot. En référence à Shannon Wright, l'artiste capte les lumières nuancées et complexes de 10 femmes et de 3 hommes sur scène.

Du 9 juillet au 28 août, l'association Lieux Mouvants déploie son festival en centre Bretagne, à Saint-Antoine (22). La structure, qui se veut un pont entre la nature et la culture, organise des rencontres avec des multiples artistes issu-e-s d'horizons et de disciplines différent-e-s dans des espaces naturels étonnants. Dom La Nena, Sarah McCoy, Chantal Birman, Aude Pépin, Nelly Pons, Emily Loizeau figurent entre autre dans la programmation qui rassemble danses, musiques, expositions, conférences et projections dans une ambiance estivale décontractée.

EN CHIFFRE

- Les 1er et 2 juillet s'est tenu le festival des tiers-lieux bretons à Gâvres (56).
- Du 19 juillet au 27 août, *L'histoire couzue*, lecture et atelier broderie autour du conte *Les sept frères* de Jeanne Malivel, à Rennes et à St Brieuc.

LIEUX MOUVANTS

L'INFO FÉMINISTE, C'EST SUR YEGGMAG.FR

À lire aussi sur TABLETTES et MOBILES !



contactez-nous via redaction@yeggmag.fr

Face à la virilité, l'expression des masculinités plurielles



Créer un podcast féministe sur la construction de la masculinité et les conséquences du patriarcat sur les hommes, c'est le projet qu'ont porté Elisabeth Seuzaret et Odo-neila Tovolahy lors de leur service civique au sein d'Unis-Cité Bretagne. La série radiophonique *Sincère life* mêle témoignages des concernés, apports théoriques militants et déconstruction des stéréotypes de genre, pour qu'hommes et femmes s'allient contre le sexisme et ensemble, imaginent et bâtissent un autre possible.

*« Apprendre à porter un masque est la première leçon de masculinité patriarcale qu'un garçon apprendre ». Citation de bell hooks, intellectuelle, universitaire et militante américaine, théoricienne du black feminism et autrice de *La volonté de changer : les hommes, la masculinité, l'amour*, elle introduit le récent documentaire *Make me a man*, de Mai Hua et Jerry Hide. Elle est réalisatrice, il est thérapeute et propose des groupes de parole pour les hommes*

© CÉLIAN RAMIS

souhaitant explorer leur vulnérabilité. Le documentaire propose une réflexion autour de la domination patriarcale. Les deux œuvres constituent la base de réflexion et le fil rouge de *Sincère life*, qui s'attache dans son prologue et ses trois épisodes à déboulonner les fondations de la masculinité hégémonique afin de rompre avec ce qui isole les hommes des femmes : l'injonction à se construire en opposition à la féminité et l'obligation à correspondre conformément aux critères de virilité.

Entendre les voix

Elisabeth Seuzaret et Odoneila Tovohaly ont postulé au même service civique et ont intégré ensemble l'équipe d'Unis-Cité Bretagne, structure qui organise et promeut les services volontaires des jeunes. La mission : créer son propre projet solidaire. « On était toutes les deux sur la thématique du féminisme. Moi, à travers un podcast et Elisabeth, à travers l'éducation. », signale Odoneila. Résultat : elles mettent

leurs connaissances et envies en commun au service de la création et réalisation de la série *Sincère life* qui cherche à ouvrir la voie aux questions qu'elles se posent concernant la place des hommes dans le féminisme. « On ne trouvait pas d'issues qui conciliaient le féminisme et le fait d'intégrer les hommes. On a trouvé ça dans le livre de bell hooks. », précise Elisabeth.

C'est Morgane Soularue, chargée de l'éducation aux médias à canal b, radio associative rennaise, qui leur fait tester leurs voix et leur conseille de se rapprocher de l'Edulab de l'Hôtel Pasteur, un lieu d'expérimentation et d'apprentissage dédié aux usages et aux cultures numériques, leur permettant d'accéder à du matériel technique d'enregistrement. Très rapidement, elles écrivent leur trame narrative, s'exercent au micro, appriivoisent leurs voix, se font aider au montage... « Entendre sa voix, la faire écouter. C'est intime... Ça donne confiance

en nous, ça a un côté empouvoirant. », confie Odoneila. Elisabeth ajoute : « Pouvoir se familiariser autant avec, c'est top ! »

Consommatrices de podcast, elles voient dans cet outil une manière intime de parler de soi et des autres, de mettre des mots sur les problématiques et les vécus et d'ouvrir le dialogue sur les sujets traités. Parce que les hommes, disent-elles, n'ont pas conscience du patriarcat et du poids qui pèse sur leurs trajectoires, elles proposent un espace de réflexions et de témoignages introspectifs pour libérer la parole de ceux qui, eux aussi, sont victimes du patriarcat.

La conscience des injonctions virilistes

« C'est possible d'étudier autre chose que son propre vécu. Certes, c'est aux hommes de prendre cette initiative mais si les féministes ne lancent pas cette invitation, ça n'arrivera jamais et on ne règlera jamais le problème qui réside

dans l'éducation patriarcale des hommes. », revendique Elisabeth Seuzaret qui poursuit : « On ne met pas de côté la souffrance des femmes. On essaye de voir comment des mecs peuvent s'intégrer au féminisme. Ce serait se mentir que de dire qu'ils ne souffrent pas eux aussi du patriarcat. On se met dans l'action, sinon ils resteront des alliés silencieux. » L'idée n'est pas d'excuser les comportements virilistes et violents mais d'en comprendre les tenants et aboutissants pour les déconstruire.

Comment les garçons apprennent-ils à devenir des hommes virils puis des dominants ? Comment intègrent-ils la norme sexiste et finissent par l'incarner ? Ce sont des questions que le duo pose dans les trois épisodes. Les éléments de réponses, elles les puisent et les mettent en perspective à travers l'usage de la pensée féministe intersectionnelle, de bell hooks notamment, la construction de la virilité, décryptée par Olivia Gazalé dans *Le mythe de la virilité*, ainsi que des témoignages intimes d'hommes de leurs entourages relatant les normes inculquées dans leur enfance par l'éducation parentale et l'école mais aussi inculquées par le groupe social « Hommes ».

Masturbation collective devant des magazines pornos, cohabitation paradoxale entre le rejet de l'homosexualité et la fascination pour des hommes virils en mini shorts et sueur, atrophie des émotions dès le

plus jeune âge avec l'injonction « Sois un homme mon fils », honte intégrée de jouer avec des poupées... La masculinité hégémonique se fabrique en opposition à la féminité et dans le mépris de tout ce qui s'en approche. Ainsi, les femmes seront passives, dociles et aimantes, et les hommes seront actifs, entreprenants et violents. Pourtant, rien de tout cela n'est inné.

Les podcasteuses démontrent bien à quel point les traits de caractère associés au féminin et au masculin, dans une binarité réductrice et oppressive, appartiennent à une construction sociale patriarcale. À l'instar de la sexualité virile qui oblige les hommes à clamer leur domination sur leur partenaire ou encore la rupture intérieure à laquelle on contraint les garçons qui pour devenir des hommes, des vrais, doivent rompre avec leurs émotions et scinder leur personnalité en deux : « le moi acceptable et public et le moi honteux et intime ».

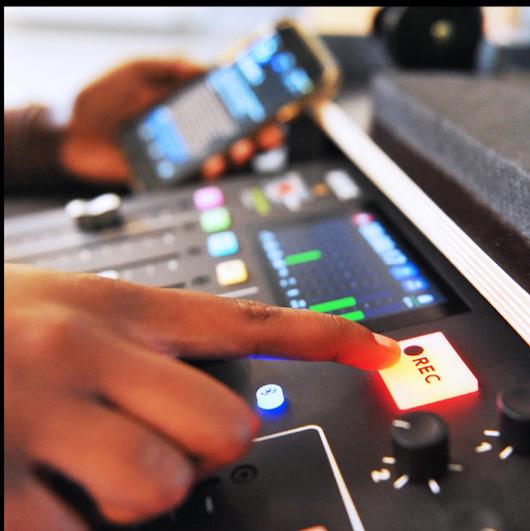
Pour une déconstruction des normes

D'autres modèles sont possibles et Elisabeth et Odoneila ont à cœur de faire place aux modalités d'actions alternatives pour qu'enfin hommes et femmes entrent dans un dialogue profond et apaisé afin de détruire les fondements de la domination patriarcale qui entrave tous les êtres humains et la nature également. Ce qu'elles veulent, c'est « offrir une autre grille de lecture ». Dans son ouvrage, « bell hooks

ne veut pas détruire la masculinité mais changer le sens de la masculinité. La masculinité est patriarcale aujourd'hui mais elle peut être autre chose. Dans l'empathie, le soin de soi et des autres. Changer le sens de la masculinité, c'est une des clés de l'évolution. » Parce que la rupture intérieure dont elles parlent dans le troisième épisode « Et Dieu créa Adam », n'est pas sans conséquence et mène souvent à des violences que l'on veut croire innées et naturelles.

« Maintenant, comment on réinvente un autre système qui s'inscrit en dehors du système de domination ? Pour nous, La volonté de changer est un livre à mettre dans les mains de tout le monde. Il faut rendre accessible cette pensée. », souligne Elisabeth. Le podcast *Sincère life* pose des questions fondamentales à la compréhension des inégalités, de la manière dont elles se construisent et la façon dont elles se transmettent. Et ouvre la porte à l'expression de masculinités et de féminités plurielles. Elles proposent « une réflexion autant pour les hommes que pour les femmes. »

Parce que comme elles le martèlent : « La masculinité, ce n'est pas que pour les mecs ! » Il est bien temps qu'ils prennent conscience de leur pouvoir d'agir pour une société plus égalitaire et de ce qu'ils ont à y gagner, à savoir une véritable liberté à être qui ils sont, à être qui ils souhaitent être, en dehors des injonctions patriarcales et virilistes.



FANZINE

GIRLS TO THE FRONT, ENCORE ET ENCORE !

Parler des meufs et des minorités de genre dans le milieu des musiques alternatives, et en particulier sur la scène hardcore, punk et tous ses dérivés. Et surtout leur donner la parole. Pour rompre le silence et déconstruire les idées reçues. Le fanzine *Women of the gig* garantit l'esprit DIY féministe hérité des mouvements Riot Grrrls et contribue à l'empouvoirement et à la libre expression des personnes concernées.

« On est fatigué-e-s des boys club, des boys band, qui nous invisibilisent, nous infantilisent, nous coupent la parole trop souvent. Alors, c'est pour ça qu'on a voulu créer ce medium pour donner la parole à celles qui font la scène, qui vivent par et pour la musique et qui militent pour des valeurs féministes, antifa, anticapitalistes ! » C'est ainsi que s'ouvre le premier numéro du fanzine *Women of the gig*, imaginé et réalisé par Ana, paru en juin dernier. « C'est parti de l'envie de parler de mes expériences persos. D'un ras-le-bol que j'ai eu. Je suis allée à un concert hardcore et dans le pit (fosse dans laquelle s'effectuent les danses lors des concerts punk, hardcore, queercore, metalcore, etc.), un mec m'a poussé une fois, deux fois, trois fois et m'a dit « T'as pas ta place ici »... », explique-t-elle.

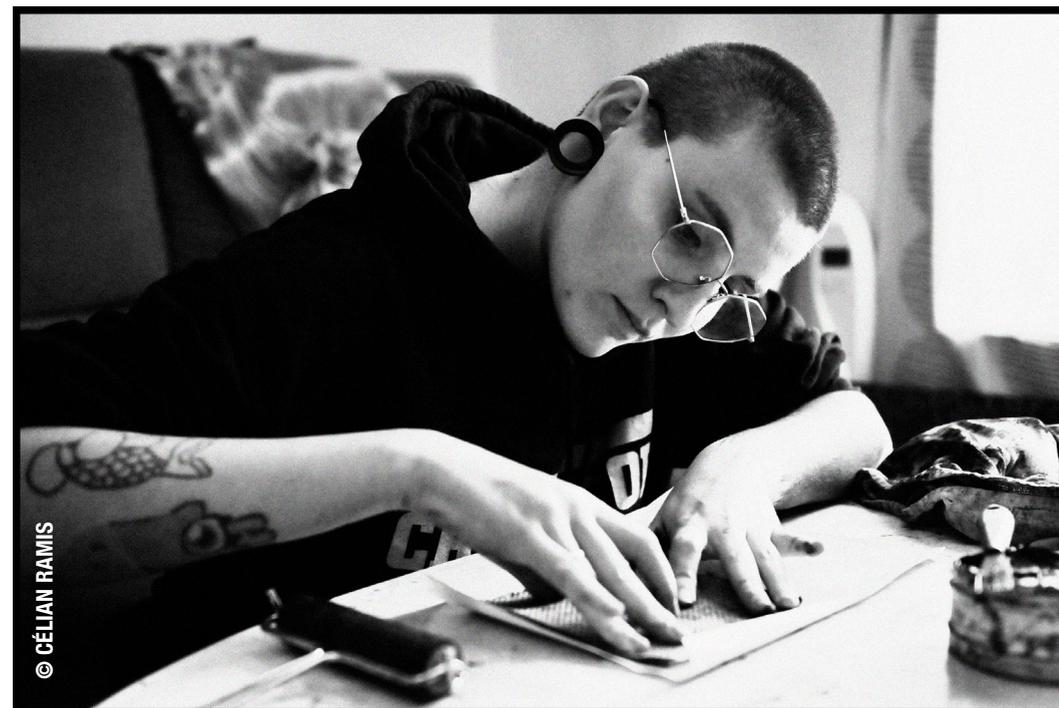
Le sexisme n'est pas anecdotique dans ce milieu, à l'instar de tous les secteurs de la société, il en découle d'un système patriarcal encore et toujours en vigueur. De là, elle décide de créer l'association Mal baisé-e-s et de créer des événements en non mixité choisie. La création d'un fanzine lui trotte rapidement dans la tête : « J'osais pas... Je pensais être illégitime. En allant dans les soirées organisées par Arak Asso, on m'a dit qu'en tant que meuf straight edge – le straight edge est une sous-culture du punk hardcore (pas d'alcool, de drogue, de compor-

tement addictif, lié au véganisme, etc.) – j'avais ma place et ma légitimité. Je me suis lancée et je l'ai réalisé de A à Z, avec juste l'aide d'un pote pour InDesign. »

Choix des sujets, interviews, dessins, recherches, rédaction et mise en page, Ana s'investit à fond dans la création d'un fanzine riche en informations et en découvertes. Sa volonté : puiser dans son vécu pour questionner les pratiques inégalitaires dans les musiques hardcore et punk, interroger les personnes concernées et restituer les expériences et ressentis dans l'esprit Riot Grrrls. C'est-à-dire « un zine très mignon mais très vindicatif ! » Sans oublier la revendication de Bikini Kill, L7 et leurs copaines : Girls to the front !!!

MUSIQUE LIBÉRATRICE ET CATHARTIQUE

Dans les arts et la culture, les personnes sexisées sont majoritairement absentes des programmations, des postes de direction, des équipes techniques, des conseils d'administration, des studios de répétition, etc. Les musiques actuelles et les musiques alternatives ne font pas exception. Encore pensées comme des bastions de la virilité, elles sont représentées au masculin, fantasmées à coup de testostérone. « On cantonne toujours les meufs à être chan-



teuses. Ou on pense que c'est les copines des batteurs... Dans le punk, il y a des meufs. Pas beaucoup mais il y en a. Dans le punk hardcore, il y en a encore moins. Ou peut-être qu'il y en a mais on ne les connaît pas car elles ne sont pas mises en avant. C'est une scène historiquement très masculine avec des danses vues comme très violentes. Les meufs et les minorités de genre ne se sentent pas à l'aise. », souligne Ana. Il s'agit là d'idées reçues. De stéréotypes néfastes qui entachent la profondeur de ces genres musicaux. « Toutes les scènes ont leur façon de bouger. Beaucoup de gens ont des a priori sur le hardcore. Mais il suffit d'aller aux concerts et de parler aux gens pour comprendre que les danses sont certes violentes mais restent bienveillantes. Si on ne s'y inté-

resse pas, on pense que c'est juste un truc de mascus... On voit peu de meufs car ce n'est pas un style démocratisé. », poursuit la créatrice du fanzine.

Elle part de sa trajectoire personnelle, du ressenti d'un profond malaise au collège qui la mène au lycée à adopter des conduites addictives qu'elle décrit elle-même comme dangereuses. Elle le dit : « Plus jeune, j'écoutais déjà des groupes comme Blink 182, Green Day, etc. Quand je suis entrée aux Beaux Arts en 2018, j'ai rencontré le gars qui fait le zine de punk No comply, je suis allée l'année suivante au Superbowl of hardcore, au Jardin moderne, à Rennes. Ça m'a forgée de découvrir le hardcore et ses dérivés. Ça s'écoute et ça se vit. La musique

**« ÇA M'A FORGÉE DE DÉCOUVRIR LE
HARDCORE. ÇA S'ÉCOUTE ET ÇA SE VIT. LA
MUSIQUE EST VRAIMENT CATHARTIQUE
POUR MOI. »**



© CÉLIAN RAMIS



« SI DES MEUFS VOIENT D'AUTRES MEUFS SUR LA SCÈNE, DANS LE PUBLIC, DANS LE PIT, ÇA LES POUSSERA À Y ALLER AUSSI. TOUT EST IMPORTANT ! »

sinon on reste dans le cliché du milieu méga masculin... », s'enthousiasme Ana. Parce que c'est là aussi son message à travers ce fanzine : la découverte d'un milieu musical pour les non initié-e-s et l'empouvoirement de toutes les personnes concernées : « J'ai envie de leur dire de se lancer si elles veulent se lancer ! Être une meuf ne nous conditionne pas à rien faire. Si tu veux te lancer, lance toi ! Sinon, ça passe aussi par le fait de partager les projets de tes potes, de les soutenir, etc. »

Sur elle, ça fonctionne également : « Je suis archi fière ! Je suis même en train de le traduire pour qu'il soit diffusé en Angleterre ! Je ne pensais pas que ça marcherait autant. C'est un outil très cool qui peut tourner, passer de mains en mains. C'est pas fait pour rester dans une bibli... Je me sens maintenant plus légitime pour le numéro 2. Parce que les gens valident et me disent que c'est nécessaire. J'ai plein d'idées encore pour la suite. Je vais parler du straight edge, des luttes anti-fascistes, etc. C'est encore plus personnel. Et puis, j'ai toujours autant envie de donner la parole aux concerné-e-s ! »

! MARINE COMBE

est vraiment cathartique pour moi et tout s'est regroupé avec le straight edge. C'est maintenant ma façon de vivre. »

Libérateur, le punk hardcore aborde, grâce aux nouvelles générations et aux groupes politisés, les thématiques de la culture du viol, le respect des êtres humains, ainsi que de tous les êtres vivants, les valeurs antifascistes, anticapitalistes et antisécistes, la réappropriation du corps après un événement traumatique, etc.

« Dans mes textes, je dis que j'ai ma place ici et que t'as pas intérêt à me dire le contraire. Dans les groupes de meufs, il y a cette revendication de vouloir se réapproprier la scène. Et je pense que c'est important de se créer des espaces pour en parler. Moi, j'aime beaucoup ce truc de « Girls to the front », même si pour le coup avec le pit, je sais pas trop comment ce serait

possible... », signale Ana. Les meufs et les minorités ont toute légitimité à intégrer les canaux de création et de diffusion des musiques alternatives qui doivent, tout autant que les autres branches, déconstruire les mécanismes de domination, intégrés par les un-e-s et les autres de par l'éducation genrée qui perdure dans une société encore largement patriarcale et capitaliste.

REPRÉSENTATIONS, HISTOIRE ET EMPOUVOIREMENT

Ici, on entend les voix de ceux qui participent à la scène hardcore et queercore en tant que chanteur-euse-s, musicien-ne-s, technicien-ne-s ou encore public, on prend en compte les parcours et trajectoires des interviewé-e-s qui témoignent des difficultés liées à leur sexe, à leur genre ou à leur identité de genre, on déconstruit l'attitude « Tough guy » du hardcore

consistant à adopter les codes streetwear et les comportements pensés masculins (dans les tenues, les postures, etc.) pour être intégré-e-s, on parle représentations dans les visuels et les programmations, on (re)découvre l'histoire des Riot Grrrls, on s'inspire des Pussy Riot, on puise des solutions parmi ces mouvements mais aussi la création et mise en place de festivals comme le Ladyfest, proposant à l'occasion d'un rassemblement musical de participer à des ateliers d'auto-défense, de mécanique, de pratique d'instruments, de cuisine végétarienne, etc.

« C'est un cercle vertueux : si des meufs voient d'autres meufs sur la scène, dans le public, aller dans le pit, ça les poussera à aller dans le pit, à créer des fanzines, à monter des groupes, faire des podcasts, lancer des assos, etc. Tout est important ! On est nécessaires à la scène,

**UKRAINE, DES FEMMES
DANS LA GUERRE**
J. BOLUEN & C. COMITI
JUILLET 2022

verdict



Le 24 février 2022 à l'aube, l'armée russe envahissait l'Ukraine nous rappelant que la paix n'est jamais une réalité acquise, pas même en Europe. Depuis ces premiers jours de conflits armés, de nombreuses images nous sont parvenues. Si les hommes âgés de 18 à 60 ans ont tous été mobilisés pour se battre, les femmes ont elles, pour la majeure partie, eu le choix de rester civiles ou de prendre les armes pour se battre. Ce documentaire dresse les portraits de femmes soldates et civiles qui vivent cette guerre. Dans les pas de la photoreporter Véronique de Viguierie envoyée par le *Figaro Magazine*, les cinéastes Julien Boluen et Charles Comiti filment toutes ces rencontres de femmes. Elles sont soldates, mères, filles, soignantes, bénévoles, elles ont décidé de rester en Ukraine. Elles n'ont pas fui leurs villes pour gonfler un peu plus les zones qui accueillent les populations déplacées. Ce film propose un regard vif basé sur des faits du quotidien, faire les courses, où dormir, où se cacher durant les bombardements mais aussi la situation dans les hôpitaux, les check points, la vie dans les régiments ou dans les quartiers en ruines. S'il est presque jusque lors impossible de pénétrer les zones de combats, les journalistes sont tou-te-s en activités dans les zones urbaines et rurales civiles, souvent plus

à l'Ouest. De Kiev à Kharkiv, ces journalistes ont la possibilité de livrer des témoignages qui se parent de dialogues et d'observations. Ces femmes aux destins parfois chamboulés par la guerre se livrent au sein de leur unité. Côté civiles, elles tentent de se protéger des attaques russes venues du ciel. Mais c'est aussi vivre le deuil ou le traumatisme d'un viol, soigner les blessés ou encore rompre l'isolement des personnes démunies. La capacité des 2 réalisateurs à pouvoir aborder l'instant présent en fait un documentaire important mais c'est sans nul doute un des premiers d'une longue liste à venir, montrant tous un peu plus l'horreur de cette guerre qui frappe précisément les civil-e-s dans les villes et les villages ukrainiens. | CÉLIAN RAMIS



verdict

KAMIKAZE
JOHANNE ALGREN
MARS 2022



Agée de 18 ans, Julia est jeune femme pleine de vie. Fille cadette d'une famille danoise aisée, Julia s'épanouit au travers de ses relations sociales mais surtout au sein d'une famille très soudée. Du jour au lendemain son monde tout entier s'écroule. Elle perd ses parents et son grand frère dans un accident d'avion à l'étranger. Un drame face auquel elle se retrouve dès lors totalement isolée. Seule dans son immense demeure, la jeune femme tente de faire bonne figure auprès de celles et ceux qui la soutiennent. Elle cherche la marche à suivre. Mais ce nouveau monde chargé d'empathie, vide de sens et hanté de fantômes ne lui convient pas. C'est auprès d'inconnus qu'elle se sent la plus vivante et c'est vers eux qu'elle tisse du lien. Peu à peu, Julia vit avec une intensité grandissante sans se soucier du lendemain. Elle voyage aux 4 coins du globe, s'autorise toutes les expériences et ne s'épargne aucune situation dangereuse. Julia cherche la fatalité, elle cherche la mort. Oui, Julia va désespérément tenter de trouver une fin à cette vie dans ce monde qu'elle trouve injuste et illusoire. Cette bascule du destin la pousse inlassablement à se remplir tout autant qu'à se vider. Chaque rencontre est un nouvel espoir mais Julia ne tient pas en place et s'extirpe aussi vite qu'elle est apparue dans la vie des hommes qu'elle rencontre. C'est donc avec son imagination pour seule limite que notre jeune héroïne va s'évertuer à trouver la mort. Mais la mort veut-elle d'elle ? Cette série inclassable est véritablement bouleversante. La trépidante mise en scène décrit à merveille les différents états provoqués par le deuil. La jeune actrice Marie Reuther est fascinante dans son rôle de femme incontrôlable. Cette première réalisation européenne de HBO Max, propose, entre tragédie et comédie, une cadence riche et spectaculaire. Ce format court partant d'un sujet sombre nous interroge avec ironie sur la vie, la liberté et nos choix. Un véritable voyage initiatique à goûter très vite. | C. R.

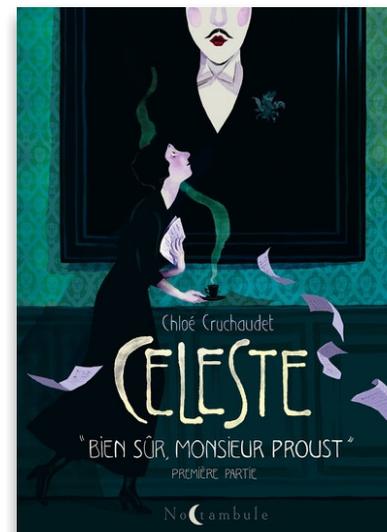


« Adieu la fin du monde, je prends le large / Adieu les ignorants et les sauvages / Folle, tu me crois folle et ça te rend malade que je dégomme / Ces histoires que tu t'imaginais / Mais je n'serai plus jamais la même... ». Le monde change, la société évolue et Izia aussi. Elle prend à nouveau un tournant dans sa carrière musicale avec la sortie de son nouvel album *La vitesse*. Artiste incandescente en mutation, elle n'oublie pas ses premiers amours, le rock, mais s'enfonce de plus en plus profondément dans la pop française, ce qui n'est pas pour nous déplaire. C'est poétique, joyeux et virevoltant. On plonge à pieds joints et les yeux fermés dans sa proposition pétillante et rafraîchissante. Ça secoue, comme toujours avec Izia qui déploie toujours autant d'énergie à transmettre son urgence à vivre et à profiter de la vie. Sa voix agit comme un électrochoc qui agit de concert avec l'intimité livrée dans ses textes. Un frisson nous saisit et nous assaille de cette envie pressante d'oser, de danser, de se mouvoir en communion avec nos viscères et entrailles en pleine transe. « Retrouver le désir de vivre et faire exploser les cieux / Que l'amour les pardonne / Ça veut dire qui nous sommes », chante-t-elle et ça nous fait du bien. Parce qu'en l'écoutant, on lâche prise sans penser au lendemain, et pourtant, on se rend léger-e-s d'être autant ancré-e-s dans la réalité. Avec elle à nos côtés. | MARINE COMBE

LA VITESSE
IZIA
JUN 2022



CÉLESTE
CHLOÉ CRUCHAUDET
JUN 2022



Céleste est âgée désormais et dans son petit hôtel de fortune, elle couve de nombreuses vieilleries chères à son cœur. Des objets et des souvenirs surtout, qu'elle livre avec plaisir à qui veut les entendre. Dans sa jeunesse, Céleste, fraîchement débarquée de sa campagne en Lozère, est domestique au service de Monsieur Marcel. Elle ne cuisine pas et ne connaît absolument rien aux codes de la haute société. Et elle s'en fiche bien. Il lui apprend le téléphonage, lui raconte le quotidien et la vie de dandy et lui impose son rythme et ses extravagances d'écrivain à succès... Chloé Cruchaudet, qu'on aimait déjà beaucoup pour *Mauvais genre*, *Groenland Manhattan* ou encore *Les belles personnes*, nous emmène au cœur de la relation entretenue entre Marcel Proust et Céleste Albaret, à son service jusqu'à sa mort à lui, en 1922. Comme à son habitude, l'auteure et illustratrice nous saisit de cet art et de ce talent qui sont les siens : elle capte l'humain, elle capte le vivant, elle capte l'insaisissable et les restitue avec délicatesse, finesse et justesse. C'est le frisson assuré avec elle tant elle nous transcende de par son regard aimant et subtil, bienveillant et intelligent. Un premier tome à déguster avec autant d'égard qu'on le ferait avec toutes les madeines que l'on chérit, à l'instar de Céleste et de ses souvenirs ranimés au fil de la BD aux traits raffinés. On se réjouit d'un deuxième volet à venir pour en savoir encore davantage sur ce personnage revigorant, naïf et spontané, et surtout très empreint de sincérité et d'humanité. | MARINE COMBE



© CÉLIAN RAMIS

YEGG & THE CITY

Épisode 77 : Quand j'ai participé au rassemblement pour l'IVG

« Mère ou pas mère, c'est mon corps, c'est mon choix », « Ceci n'est pas un cintre », « Pregnancy could kill me / You don't care if women die », « IVG pour toutes », « The bible has no say in what women/people with uterus can do with their bodies », « Pas d'utérus, pas d'avis » ou encore « Solidarité avec nos sœurs des USA ». Aux alentours de 18h30, les pancartes se multiplient jeudi 30 juin, place de la République à Rennes. Appelée-s au soutien des américain-e-s, elles sont nombreux-ses à être réuni-e-s pour rappeler que l'Interruption Volontaire de Grossesse est un droit fondamental. Elles sont nombreux-ses à s'affirmer scandalisé-e-s par la claqué étatsunienne : la fin de Roe v Wade. Le coup de massue vient de la Cour Suprême qui a récemment révoqué l'arrêt qui depuis 1973 garantissait le droit à l'avortement dans l'ensemble du pays. Le choc ! Parce que désormais, chaque état sera indépendant sur la question. Chaque état pourra autoriser ou interdire l'accès à l'IVG. Le choc ! Un véritable retour en arrière qui pour-

rait entraîner dans 26 états, soit la moitié des Etats-Unis, son interdiction partielle ou totale. Le choc ! Se rassembler, lutter, crier, affirmer collectivement que nos corps nous appartiennent et qu'il nous revient de fait le droit et la liberté d'en disposer tel qu'on le souhaite... Le combat est permanent. Ce jeudi 30 juin, c'est la rage au ventre que l'on court à République gueuler notre colère. Ce jeudi 30 juin, c'est exaltant de participer à ce rassemblement qui mobilise plusieurs centaines de personnes sous un ciel lui aussi révolté. Ce jeudi 30 juin, c'est la peur au bide qu'on se prend tou-te-s symboliquement dans les bras et que l'on se tient les mains. Parce que l'avortement est un droit sans cesse menacé, sans cesse remis en question. Parce que le corps des personnes sexisées n'est pas à négocier. Parce que, comme le chante la foule, « *le patriarcat ne tombera pas tout seul, organisons-nous pour lui péter la gueule !* »

■ MARINE COMBE

A LIRE SUR YEGGMAG.FR



#95



#94



#93



#92



#91



#90



#89



#88



#87



REVUE FÉMINISTE
EN RÉVOLUTION



YEGGMAG.FR